

Le Midi Rouge

Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon

N°17, Juin 2011

Directeur de Publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en Chef :

Patrick VAZEILLES

Commission paritaire :

N° ISSN : 1778 – 8927

Imprimerie spéciale de

l'association MAITRON LR

Abonnement institutionnel :

15 euros, port inclus

Abonnement individuel :

7 euros, port inclus

Adhésion (avec

abonnement) :

15 euros, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT

Hélène CHAUBIN

Olivier DEDIEU

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION : p.2

BIOGRAPHIES :

Jannot Jean, *Casimir* (par Jacques Blin)p. 3

Landais René, Jean (par André Balent & Claude Pennetier).....p. 5

Payrou Lucien, Georges, Jean (par Olivier Dedieu)..... p. 10

Kapler Victor (par André Balent)p.11

Liberti Casimir, Auguste (par Jacques Blin).....p. 14

FICHE DE LECTURE :

Portait robot d'un républicain révolutionnaire Frédéric Fesneau. Cette au temps de la Commune (1868-1880) de Jacques Blin (Raymond Huard)..... p. 15

Mémoires de résistance. La création et l'organisation de l'Armée secrète à Béziers, Saint-Pons, Bédarieux et Narbonne de Joseph Lanet, Guy Roger, éd. (Olivier Dedieu).....p. 17

NOTES DE RECHERCHES :

– *Aigues-Mortes et Cette/Sète villes de sel et d'immigration à la fin du 19^e siècle* (Jacques Blin)p. 18

– *Les guerrilleros dans les maquis des Pyrénées-Orientales. Portrait des maquisards espagnols* (Christian Xancho).....p. 31

– *Robert Lafont (1923-1929), le plus européen des occitans* (Miquèl Ruquet)p. 36

À NOTER : publications d'adhérents de l'AMLRp.44

PRÉSENTATION DU MAITRON

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément « le Maitron », recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant leurs biographies. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Olivier DEDIEU

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon
CEPEL, Faculté de Droit
39, rue de l'Université, 34 060 Montpellier Cedex
dedieu.olivier@free.fr
06 64 88 57 35

Pour tout envoi et règlement, contactez directement le trésorier :

André Balent
29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan
04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69
cat-ab-balent@wanadoo.fr.

BIOGRAPHIES :

JANNOT Jean, Casimir (souvent orthographié JEANNOT).

Né le 27 décembre 1851 à Caderousse (Vaucluse) ; mort le 30 août 1911 à Cette [Sète] (Hérault) ; ouvrier tonnelier à Cette ; militant socialiste et syndicaliste.

Casimir Jannot était le fils de François Jannot, menuisier, et de Marie, Henriette, Mailhan. Sept enfants naquirent de cette union, une fille et six garçons. Casimir était le plus jeune de cette famille de militants. Son oncle paternel Jean-Baptiste Jannot, né à Caderousse en 1806, fut, en 1851, opposant au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte. Nous retrouvons dans le *Maitron* d'autres frères de Casimir Jannot : Jean-François Jannot (Caderousse 1837 – Marseille 1895), militant socialiste à Marseille ; Gustave Jannot (Caderousse 1841 – Chusclan 1916) jardinier, militant et conseiller municipal à Cette (Sète) ; Louis Jannot, tonnelier, militant ouvrier à Cette.

Bien que l'on trouve parfois l'orthographe de Casimir Jeannot, dans certaines publications et comptes-rendus de presse, les documents d'état civil, depuis 1740 (y compris dans les registres paroissiaux), sont constamment orthographiés « Jannot. » Par ailleurs, son premier prénom à l'état civil est Jean. La famille Jannot apparaît pour la première fois à Cette dans le recensement de 1866. Les parents de Casimir Jannot décédèrent d'ailleurs à Cette en 1876. Casimir Jannot épousa à Cette, Julie, Augustine Delmon, fille d'un scieur de long.

Ouvrier tonnelier depuis 1866, il participa au rassemblement du 1^{er} mai 1888 qui jeta les bases de la Fédération des chambres syndicales de Cette. Il en fut à plusieurs reprises président. Il fut souvent désigné comme le « véritable fondateur de l'union des Syndicats de Cette ». Il est fut conseiller Municipal, le 18 mai 1888, dans l'équipe qui porta Aussenac au poste de maire. Il fut au nombre des délégués qui assistèrent au congrès national du Parti ouvrier français (POF), à Lille les 11 et 12 octobre 1890. Du 13 au 18 octobre 1890, à Calais, il assista au IV^e congrès national des syndicats.

Du 12 au 20 septembre 1904, il assiste à Bourges au XIV^e congrès national corporatif (VIII^e de la confédération) et à la conférence des bourses du travail. Il y représentait les musiciens de Cette, les employés de Cette, les tonneliers, les portefaix et les pêcheurs de la Courantille de Cette. A ce même Congrès Baptistin Pioch représentait les Ports et Docks.

Jannot était secrétaire général de la Bourse du Travail de Cette depuis 1902, date à laquelle les locaux de la Bourse du Travail furent remis aux syndicats à l'issue d'une crise municipale qui vit l'éviction d'Honoré Euzet : celui-ci ne voulait remettre la Bourse que si les syndicats acceptaient sa tutelle. Casimir Jannot représenta la Fédération du Tonneau et divers Syndicats de Cette au XIV^e congrès national corporatif – 8^e de la CGT – à Bourges en septembre 1904. Il assiste également au XV^e congrès à Amiens en octobre 1906, au XVI^e à Marseille en octobre 1908 et au XVII^e à Toulouse en octobre 1910. À ce dernier congrès, il représentait, avec un dénommé Fabre, la Bourse du Travail de Cette.

Lors de son décès, le 30 novembre 1911, il était toujours secrétaire général de la Bourse du Travail de Cette. Des délégations des bourses du travail de d'Agde, de Narbonne, Pézénas, Lunel, Montpellier, Perpignan, assistèrent aux obsèques civiles du militant. Toutes les corporations de Cette furent représentées et le cortège sillonna les rues de la ville. L'orchestre des musiciens du casino du Kursaal, alors en grève, joua quelques morceaux pendant le parcours. Richard, au nom du syndicat des dockers et Molle, député, furent parmi ceux qui rendirent hommage à la mémoire de Casimir Jannot.

SOURCES : Arch. mun., Sète, AMS 3-8-12 – AMS 3.8.13. — Hilaire Mouret, *Nomenclature des administrations Municipales de la Ville de Sète*, Sète, Imprimerie du Commerce – éd. Sottano, Sète, 1935, 69 p. — Archives municipales, Sète. — Notices « Jannot Casimir,(ou Jeannot) » et « Jannot Jean, François », *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Tome 13, 1975, p.88. — Jacques Blin, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier cettois puis sétois de 1789 à 1950*, Sète, autoédition, 2009, p. 100. — *Compte rendu du IV^e Congrès National des Syndicats tenu à Calais du 13 au 19 octobre 1890*, site <http://gallica.bnf.fr> — « *Le Petit Méridional*, 1^{er} septembre 1911.. — Éléments biographiques concernant la famille fournis par Michèle Bargeon, arrière-petite-fille de Casimir Jannot.

Jacques BLIN

LANDAIS René, Jean

Né le 18 avril 1907 à Paris (XIV^e arr.), mort le 4 mars 2002 à Thuir (Pyrénées-Orientales) ; employé de bureau (comptable), ouvrier du bâtiment, directeur du CFA de Rivesaltes (1947-1949), à nouveau ouvrier du bâtiment puis comptable ; volontaire en Espagne républicaine ; militant syndicaliste et communiste de la Seine, de l'Yonne puis des Pyrénées-Orientales ; élu à la caisse d'allocations familiales des Pyrénées-Orientales.

René Landais naquit à Paris, rue Vercingétorix, dans le quartier ouvrier de Plaisance. Son père, Jules, Gabriel Landais était ouvrier imprimeur qualifié, d' « opinions de gauche », anticlérical (il ne fit pas baptiser ses enfants), très cultivé. Né à Paris, ses parents étaient originaires de la Mayenne. Le grand-père paternel de René Landais était un ardoisier de Trélazé. Sa mère, Aline Duveau était couturière, originaire des Charentes. Divorcée, elle s'était installée à Paris où elle avait épousé Jules Landais. Ils eurent trois enfants, deux filles et un garçon. René était le dernier de la fratrie.

René Landais, orphelin de père à l'âge de cinq ans, fut élevé par sa grand-mère maternelle, une blanchisseuse charentaise. Il fréquenta un patronage catholique, rue Colas. Il s'y initia à divers sports. Il obtint le Certificat d'études à douze ans et entra comme apprenti en sièges de style chez un artisan du faubourg Saint-Antoine. Il se souvient avoir alors fréquenté assidûment la bibliothèque municipale du XIV^e arr. Et lu Émile Zola, Romain Rolland, Henri Barbusse, Roland Dorgelès, Andréas Latzko, Anatole France.

Alors que sa mère eût préféré qu'il préparât une carrière d'employé, il était désireux de faire un apprentissage d'ébéniste. Il obtint gain de cause et trouva, le 18 octobre 1920, une place chez Colombain, un ébéniste de la rue Godefroy Cavaignac. Un ouvrier, petit-fils de communard, lui conseilla des livres, comme *L'Apprentie* de Gustave Geoffroy. Cet ouvrier était favorable à l'adhésion à l'Internationale communiste. Mais René Landais mécontent de ses conditions d'apprentissage et de rémunération, quitta l'ébénisterie le 17 août 1921 et consentit, sans enthousiasme, de passer le concours d'entrée au Crédit lyonnais. Entre temps, du 22 octobre 1921 au 31 janvier 1922, il fut employé de bureau dans une chocolaterie de Montrouge, puis, pendant la première quinzaine de 1922 dans une tonnellerie du IV^e arrondissement. Reçu au concours du Crédit lyonnais, il travailla d'abord, à compter du 15 février 1922, comme « grouillot » au siège central, au service des Positions-Banque. Puis, reçu troisième au « grand concours », devint employé « à part entière ». Installé à Montmartre, il menait une vie de Bohème avec des collègues de travail devenus ses amis. En 1924, il participa à des manifestations du Parti communiste et adhéra à la CGTU. Mais, passionné par la lecture, le dessin, la musique, le théâtre, les voyages et les sports (le rugby et le tennis, en particulier), il hésitait encore à adhérer au PC, car, écrivit-il plus tard dans son autobiographie, « je pensais qu'un militant devait se consacrer corps et âme à l'action. je ne pouvais donc pas encore faire le saut ... ».

René Landais participa activement à la grève unitaire des banques de 1925 qui se solda par un cuisant échec. Il fut, le 15 février 1925, renvoyé comme « meneur ». Un marchand de tissus de la rue d'Aboukir l'embaucha un temps comme facturier (de septembre 1925 à juillet 1926). Mais, écrivit-il dans le document autobiographique qu'il nous a communiqué, « je décidai de devenir paysan ». Ouvrier agricole à Fontclaireau (Charente) commune d'origine de sa grand-mère maternelle et où il s'était rendu, auparavant, pendant les vacances) du début de juillet à septembre 1926, il ne revint à Paris au bout de trois mois que sur les instances de sa mère et de sa sœur qui vint le chercher. Il serait, quant à lui, resté à la campagne où il s'épanouissait car il adorait les travaux champêtres et l'ambiance villageoise. Il travailla ensuite, du 9 septembre 1926 au 7 avril 1927, comme pointeau payeur-comptable chez Hotchkiss à Levallois-Perret. Pratiquant assidûment divers sports, il fréquentait aussi les théâtres et les cinémas et lisait toujours autant : « Nous accédions à la culture, et c'était très rare dans les milieux pauvres des salariés », remarque-t-il dans son autobiographie.

L'année suivante, le 4 mai 1927, l'Armée l'appela pour le service militaire à Mayence (510^e RCC). Il refusa de faire partie du peloton des élèves sous-officiers. Il apprécia l'hospitalité des Rhénans et s'il était antimilitariste, il devint « aussi internationaliste. Suspecté de sympathies communistes, il fut sévèrement puni et termina son service dans un régiment d'infanterie. Libéré de ses obligations militaires au début octobre 1928, il retrouva dès le 8 de ce mois son emploi chez Hotchkiss. Il adhéra à la cellule communiste de l'entreprise en septembre 1929 et suivit l'école de rayon animée par Pierre-Laurent Darnar (*Voir Laurent Pierre*). Une enquête patronale provoqua son renvoi le 20 février 1931. C'est pendant une période de chômage – il militait au PC, toujours à Levallois-Perret –

qu'il participa, en 1931, à l'école régionale communiste. Au chômage, il adhéra toujours au syndicat des employés comptables et fut un temps membre de sa commission exécutive. Ce furent ses camarades du syndicat qui lui proposèrent un emploi de caissier comptable à La Bellevilloise coopérative ouvrière de consommation à direction communiste. René Landais travailla à La Bellevilloise, du 8 mai 1931 à sa faillite le 6 juin 1934. Il militait à une cellule d'entreprise Vaucanson du XX^e arrondissement, rattachée au 2^e rayon, fut membre de la commission exécutive du syndicat des employés de la coopérative et un adhérent très actif du Club sportif des employés, section tennis, affilié à la Fédération sportive du travail. Tennisman de bon niveau (champion de France 3^e catégorie), il se rendit à la Spartakiade illégale de Berlin en 1932.

À la même époque, il eut une liaison avec une Polonaise juive, militante dans les milieux de l'émigration qui avait étudié à Sciences politiques, Reine Gurfinkiel* (1909-1973). Il se maria avec elle en mai 1932. Ce mariage était, écrivit-il plus tard, un « mariage blanc ». Toutefois, ils vécurent plusieurs mois ensemble. Mais après que Reine Gurfinkiel eut quitté la Bellevilloise pour la Grange aux Belles, et un dernier voyage romantique à Majorque, ils se séparèrent. Ils divorcèrent en juillet 1939.

René Landais réussit à parfaire encore sa formation intellectuelle grâce à des contacts noués dans le cadre du PC. Il consacra ses vacances à de longs voyages. Mais il vécut intensément les mois qui préparèrent la constitution du front populaire. Il participa aux manifestations parisiennes des 9 et 12 février 1934 avec ses camarades du 2^e rayon.

Après la faillite de La Bellevilloise, René Landais fut dans l'impossibilité de trouver du travail. Il partit un temps dans l'Yonne où il noua des contacts amicaux et militants. Puis, de retour dans le XIV^e arr., il fut l'un des secrétaires de la section communiste aux côtés de Raymond Losserand. Il retrouva, le 18 juillet 1935, un emploi d'aide comptable à la direction de la Fédération des transports de la CGTU. Il assista plus particulièrement les responsables du Syndicat des chauffeurs camionneurs de Paris dont les effectifs augmentèrent rapidement à la faveur de la dynamique unitaire du rassemblement populaire. Au chômage du 30 avril 1936 au 30 août 1936, il retrouva ses fonctions de permanent syndical au syndicat des chauffeurs.

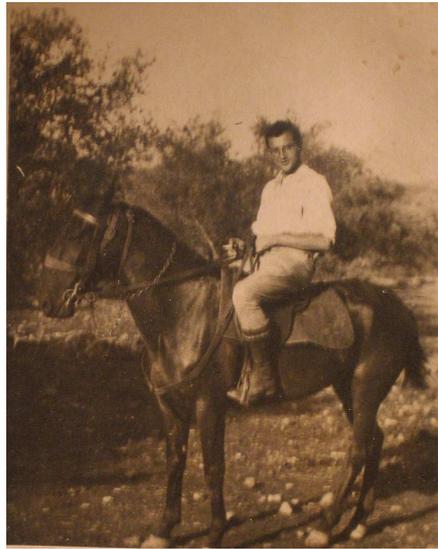
Suivant de près la guerre civile espagnole, il se décida à franchir le pas. Il s'engagea dans les Brigades internationales le 17 février 1937 et partit de Paris avec trente-trois Parisiens du XIV^e arrondissement, parmi lesquels un de ses amis, Henri Tanguy* [Rol Tanguy].

Le 17 février 1937, il s'engagea comme volontaire dans les Brigades internationales en Espagne républicaine. Il franchit la frontière avant que celle-ci ne fût définitivement fermée, le 28, aux volontaires. Leur groupe fut réuni à d'autres volontaires au fort de Figueres qui, après un court séjour à Barcelone, gagna Albacete par train. René Landais fut affecté comme commissaire politique à l'état major des Brigades internationales. Pendant longtemps, on lui refusa une affectation au front. Il fut chargé depuis Albacete de diverses missions en Andalousie, puis de la réception d'une délégation du Front populaire français qu'il conduisit dans diverses localités du Pays valencien. À Albacete, Maurice Lampe* fit de René Landais le commissaire politique adjoint de la base des brigades internationales. André Marty* le prit sous sa protection. Pourtant, René Landais n'appréciait guère « son caractère brutal et odieux » tout en soulignant qu'il ne pouvait « laisser dire qu'il fut le “ boucher d'Albacete ” ».

C'est à la base d'Albacete qu'il fit la connaissance d'une dactylo, Georgette Clerc*, et que commença la liaison qu'il eut avec elle. En mars 1938, lors de l'offensive des forces franchistes en Aragon qui coupa la zone républicaine en deux, Landais reçut l'ordre d'évacuer par camion la bibliothèque et les dossiers des Brigades d'Albacete à Barcelone. Il s'acquitta de cette mission, accompagné par Georgette Clerc, avec qui il vivait maritalement, et Adèle Arranz*. À Barcelone, Landais fut affecté auprès de Gallo, inspecteur des Brigades. Il fit des démarches pour rejoindre enfin le front. Il fut détaché à la 14^e brigade internationale en position sur le front stabilisé depuis mars sur la rive gauche de l'Èbre. Il y retrouva des amis (Henri Tanguy, Roger Codou*, Marcel Sagnier). Lorsqu'il arriva sur le front la bataille de l'Èbre était commencée et la 14^e brigade avait été décimée dans une opération de diversion de franchissement du fleuve à Campredó, au sud du dispositif républicain près d'Amposta.



*René Landais chez Georgette Clerc, à Barcelone, carrer Aragó, 1938, avant la bataille de l'Èbre.
Archives privées Renée Olive, Thuir ; reproduction André Balent*



*René Landais sur le front de l'Èbre, pendant la bataille (25 juillet- 17 novembre 1938)
Archives privées Renée Olive, Thuir ; reproduction André Balent*

René Landais, affecté au commissariat politique de la brigade, participa à la suite de la bataille de l'Èbre, particulièrement aux longs et durs combats de tranchées de la serra de Cavalls. Pendant, la bataille, il lisait *L'Espoir* d'André Malraux que « Régine » [Reine Gurfinkiel] lui avait fait parvenir. Après le retrait des Brigades internationales du front décidé par Negrín président du Conseil (21 septembre 1938), il fut chargé de regrouper les Internationaux à Calella, port de pêche de la Costa Brava. Après le défilé d'adieu aux brigadistes à Barcelone, il rentra en France avec un convoi qui les conduisit à Paris-Austerlitz. Quelques jours après, Georgette Clerc les rejoignit. Ils retournèrent à Perpignan. Penadant un séjour à Mérens-les-Vals (Ariège), ils se rendirent en Cerdagne, à

Saillagouse, dans la famille de Georgette. C'était le premier vrai contact de Landais avec les Pyrénées-Orientales (*Voir Cayrol Antoine*).



Bataille de l'Èbre (25 juillet-17 novembre 1938). Des brigadistes français : René Landais, 3^e à partir de la gauche entre Bérenguer et Bigouret. Archives privées Renée Olive, Thuir ; reproduction André Balent

De retour à Paris, au début de 1939, René Landais fut désigné le 15 janvier 1939 par le Parti communiste comme permanent au Comité de coordination des réfugiés espagnols –il le demeura jusqu'au 18 mai 1939– et le fit coopter au comité de la Région communiste Paris-Ville. Il devait également travailler avec André Marty* et Tanguy à la rédaction d'une histoire des Brigades internationales mais, en accord avec un responsable aux cadres (Félix Cadras), il partit, le 18 mai, s'embaucher dans l'Yonne chez René Berthaud, un petit patron communiste d'Auxerre. Il entra au comité fédéral.

Après la signature du Pacte germano-soviétique, la direction communiste de l'Yonne l'envoya à Paris prendre des directives. Léon Mauvais* lui déclara qu'il fallait « faire confiance à l'URSS ». Il participa à la confection d'un journal qui fut diffusé dans l'Yonne début septembre 1939.

Il fut mobilisé le 6 septembre, alors que Georgette Clerc était enceinte. Sa première femme avait entamé une procédure de divorce. Il put se marier avec Georgette Clerc à Auxerre le 23 avril 1940, lors d'une permission exceptionnelle de trois jours. Entre-temps, sa fille Renée était née le 8 janvier 1940.

De Fontainebleau, il fut affecté au front, dans les Ardennes, près de Carignan, dans une unité, le 246^e RI, où se retrouvaient nombre de « suspects » politiques, chargés de creuser des tranchées et de construire des blockhaus. Lors de l'attaque allemande, en mai 1940, René Landais se trouvait en retrait du front, près de Vouziers (Ardennes). Son unité fit mouvement vers le confluent de la Meuse et du Chiens. Il fut fait prisonnier près de Raucourt (Ardennes). Il fut tout d'abord transféré dans une ferme d'État à Deutsche Krone (aujourd'hui Walcz, dans la partie de la Poméranie annexée à la Pologne en 1945), puis au stalag II-A d'Hammerstein en Poméranie (aujourd'hui Czarne en Pologne) ; au stalag II-B de Neubrandenburg (aujourd'hui dans le land de Mecklembourg – Poméranie occidentale, Allemagne) dans divers commandos dont celui de Stettin (aujourd'hui Szczecin, Pologne) ; à Brême ; à Emden, près de la frontière hollandaise ; à Vegesack, près de Brême, où il apprit la défaite allemande de Stalingrad et où il fut membre d'une organisation communiste clandestine ; à Westetimke (Basse Saxe) dans un ancien oflag britannique où il participa à la reconstitution d'une cellule du PC français et où, le 24 avril 1945, au moment de la libération du camp, il fut élu secrétaire d'une amicale des PG du 2^e *arbeitsbatallon* du camp. René Landais tenta en

vain deux évasions, depuis une forêt près de Stettin et à Emden. Il réussit cependant à constituer des noyaux communistes dans les camps.

Il rejoignit sa femme à Orléans (Loiret). Tous deux décidèrent de se fixer à Saillagouse, dans les Pyrénées-Orientales où sa femme avait des attaches familiales. En juillet et août 1945, il travailla à Olette (Pyrénées-Orientales) comme auxiliaire des Ponts-et-Chaussées. À partir du 27 juillet, il travailla comme ouvrier spécialiste à la THEG, entreprise de travaux publics chargé de rehausser et de renforcer la digue du barrage des Bouillouses, à plus de 2000 m d'altitude, construit en 1910. La THEG travaillait comme prestataire de service pour le compte de la SHEM (société hydro-électrique du Midi), filiale de la SNCF et propriétaire de l'ouvrage. Les conditions de travail étaient dures et il ne revenait que le samedi soir chez lui à Saillagouse. De plus, les travaux étaient suspendus pendant l'hiver. Il participa activement à la mise en route d'une section syndicale, fut élu délégué du personnel puis responsable du comité d'entreprise. Il participa également à la mise place de trois cellules communistes d'entreprise aux Bouillouses, du PCF, du PCE et du PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne). Il réussit à faire améliorer les conditions de travail des ouvriers et à obtenir, avec l'appui du député communiste André Tourné*, que, pendant l'hiver, alors que le chantier des Bouillouses était fermé, ils fussent employés à des travaux de réfection du canal d'irrigation de Bohère, près de Villefranche-de-Conflent, dans la commune de Ria-Sirach (Pyrénées-Orientales). L'été suivant il revint travailler aux Bouillouses. Dans le même temps, il participa activement à la vie du PCF de la Cerdagne et du Capcir, assurant l'organisation de la propagande pendant l'élection cantonale des 23 et 30 septembre 1945 dans le canton de Mont-Louis –où le candidat communiste, François Rouquet*, maire de Fontpédrouse, fut devancé par le socialiste SFIO Charles Bourrat* élu au second tour– et pendant les élections législatives du 21 octobre 1945. À propos de ce scrutin, il écrivit en 1978 dans son autobiographie inédite : « Jamais les paysans catalans [de Cerdagne et du Capcir] assister si nombreux aux réunions du Parti communiste, c'est un grand succès pour notre camarade André Tourné (...) élu député à une large majorité ». Délégué de la section de Mont-Louis du PCF à la conférence fédérale de Perpignan (1946), il fut élu au comité fédéral. Le chantier des Bouillouses s'acheva à l'automne 1946 et, le 23 novembre, il dut trouver un nouvel emploi. Il fut embauché le 5 décembre 1946, sur un chantier à Olette (Pyrénées-Orientales) où l'entreprise Ségrette de Toulouse construisait une petite centrale électrique pour le compte de la SHER.

Sa famille déménagea à Catllar (Pyrénées-Orientales, près de Prades, où il avait trouvé une maison à louer. Eu de temps après son fils Pierre en février 1947.

Les responsables départementaux de la CGT lui demandèrent d'assurer la direction du centre de formation professionnelle accélérée du Bâtiment qui venait d'ouvrir dans un « îlot » disponible du camp de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales). Il prit ses nouvelles fonctions de directeur le 15 janvier 1947. Quelques mois plus tard, sa famille vint s'installer au CFA de Rivesaltes où un logement de fonction a été aménagé. Mais la localisation du CFA, dans un lieu inhospitalier éloigné de l'agglomération de Rivesaltes amena incita sa femme à revenir à Catllar où lui-même ne revenait que le samedi. Landais défendait systématiquement les revendications des stagiaires du centre qu'il dirigeait, ce qui indisposait les patrons. Il encouragea les stagiaires à participer à la grève du Bâtiment de 1949. Ce fut le motif qui conduisit, finalement à son licenciement par le ministre du Travail, Daniel Mayer*, à compter du 27 juillet 1949. De retour à Catllar, il chercha un emploi et réussit à se faire embaucher, le 1^{er} décembre 1949, chez Deixonne, une entreprise du Bâtiment de Prades. Il y travailla un mois, puis à compter du 1^{er} janvier 1950 et jusqu'au 15 mai, il fut embauché chez Léon Fabre, à Prades pour la construction d'un pont canal, puis, après ce chantier, par un parent et homonyme de Fabre. À la fin de 1949, il loua, avec sa femme, une petite maison avec un jardin à Eus, un village voisin. Plus tard, ils y acquirent une maison en ruines qu'ils réhabilitèrent. À Eus, René Landais mena avec sa femme et ses enfants « une vie dure et rustique mais très saine ». Ayant peu de ressources, ils devinrent « végétariens par force ». Amoureux de la nature, ils lurent les livres des Américains Herbert McGolfin Shelton (1895-1985), adepte du naturisme et du végétarisme et de Rachel Louise Carson (1907-1964), biologiste qui dénonça l'utilisation des pesticides et leur nocivité sur le fonctionnement des écosystèmes. Quelque part, René Landais et Georgette Clerc donnaient raison par leur style de vie par le manque de ressources financières, en partie contraint, aux « premiers naturistes et écologistes » dont il estimait, en 1978, qu'ils faisaient partie après la lecture de ces deux auteurs.

Le 20 mai 1950, il fut embauché comme comptable chez Jaulent, épicier en gros à Perpignan. Il y travailla jusqu'à ce qu'il fit valoir ses droits à la retraite, le 18 avril 1969.

Dans un premier temps, il continua de résider à Eus ce qui impliquait plus de deux heures de trajet quotidien pour se rendre à son travail. Son militantisme fut de ce fait réduit à la participation aux campagnes électorales et à la vente du *Travailleur catalan*. Puis il déménagea à Perpignan, ou, pendant quelque temps, à proximité, à Canet-Plage. À Perpignan, il milita avec sa femme à la cellule « Gabriel Hispa » du quartier Saint-Mathieu. Après son licenciement de la direction du CFA de Rivesaltes, il avait demandé à être déchargé de ses responsabilités au comité fédéral. Mais comme il l'écrivit plus tard, il n'a « jamais eu d'ambition dans le Parti » où il avait « constaté des signes de bureaucratie et beaucoup d'obséquiosité de la part de certains militants envers les dirigeants (ce qui n'existait pas dans le PC de l'entre deux guerres) » et était « très gêné par certaines formulations : notre grand camarade Maurice Thorez, notre grand camarade André Marty, etc ... ». Il fit part de ses doutes à Antoine Cayrol, cousin germain de sa femme, mais ils pensaient tous deux que ces défauts pourraient être « rectifiés ». Lui-même continua à militer avec ardeur dans sa cellule. Mais délégué à une conférence fédérale, René Landais fut révolté par un fonctionnement qui, selon lui, n'avait rien à voir avec le « centralisme démocratique ». Pour l'heure, il accepta la proposition du représentant du comité central, Gabriel Roucaute qui proposa que sa femme fût élue au comité fédéral, alors que sa cellule qui avait critiqué la direction fédérale, avait présenté publiquement la sienne. Après avoir déménagé dans une HLM neuve du Moyen Vernet, il milita à la section de Perpignan Nord, et, avec sa femme, constituèrent la cellule d'un quartier en pleine expansion, animant un comité de locataires des HLM.

Élu trésorier puis secrétaire de la section de Perpignan Nord, il participa aux campagnes des élections cantonales (octobre 1951) et municipales (avril-mai 1953), milita au CNAL et fut élu (CGT) pour un mandat de six ans à la Caisse départementale d'allocations familiales des Pyrénées-Orientales. Le 6 mars 1959, René Landais fut candidat au premier tour des élections municipales à Perpignan sur la liste d'Union ouvrière et démocratique présentée par le PCF et conduite par Raoul Vignettes*. Il obtint 7632 voix sur 27 693 votants. Il ne fut pas présent au second tour sur la liste conduite par le maire sortant, Félix Depardon*, issue de la fusion entre les listes du PCF, de l'URD (PSA, UGS, UP, Ligue des droits de l'homme et une partie de la SFIO).

Le rapport de Khrouchtchev au 20^e congrès du PCUS l'ébranla mais ne fit que confirmer quelques-uns des doutes qui le taraudaient. Au fil des ans, il eut un regard de plus en plus critique sur le PCF, sa politique et ses modes de fonctionnement. Il rompit avec le Parti, en même temps que sa femme, après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie en août 1968. Cette rupture, préparée par une longue réflexion et des lectures « hétérodoxes » au regard des normes officielles du parti fut vécue comme un drame. La découverte du court roman d'Alexandre Soljenitsyne, *Une journée d'Ivan Denissovitch*, acheva de détruire définitivement ses illusions sur le modèle soviétique

Après son départ à la retraite, il s'installa avec sa femme à Eus dans la maison qu'ils avaient restaurée au début des années 1950. Ils la vendirent ensuite pour s'installer à Lescurat (Dordogne). Mais ils se séparèrent de corps (décision du tribunal de Périgueux du 13 décembre 1977). Après cette séparation, il s'installa à Thuir (Pyrénées-Orientales) où vivait sa fille Renée, PEGC au collège Pierre-Moreto de Thuir (dont le mari, également PEGC, René Olive, militant du PS, devint maire de la ville et conseiller général du canton, mandats qu'il détient toujours en 2011). Peu après, en 1978, il écrivit une longue autobiographie dont ne subsiste plus que 127 feuillets dactylographiés, s'arrêtant en 1956, le reste étant perdu. Il rédigea ce texte à l'intention d'« étudiants révolutionnaires » (principalement ses neveux parisiens, d'après Mme Renée Olive). En effet, les premières années de cette nouvelle phase de son existence, il passait une partie de l'année à Paris, chez sa sœur. Au début des années 1980, il participa à une émission d'une radio associative d'extrême gauche parisienne à laquelle il donna une longue interview.

À Thuir, il mena une existence solitaire, consacrant beaucoup de temps à la lecture, une de ses grandes passions. Diminué et fatigué, il entra en 1992 dans une maison de retraite de Thuir où il mourut dix ans plus tard.

ŒUVRE : Une autobiographie sans titre, tapuscrit incomplet de 127 p. écrite en 1978, à « la demande d'étudiants en sociologie, n'étant d'aucun parti mais étant situés à l'extrême-gauche, de pensée révolutionnaire ». (Arch. privées André Balent). — Des éléments autobiographiques dans une émission sur une radio « libre » militante parisienne (début des années 1980).

SOURCES :

Arch. privées Renée Olive, fille de René Landais, Thuir. — Tapuscrit autobiographique, *op. cit.*, [1978]. — Témoignage autobiographique, mai 1983. — Rémi Skoutelsky, *L'espoir guidait leur pas. Les volontaires français dans les brigades internationales*, Paris, Grasset, 1998, pp. 165-166. — Entretien avec René Landais (Claude Pennetier). — Entretiens avec Renée Olive, fille de René Landais, Thuir, 11 septembre 2001, 27 avril 2011 (André Balent). — Entretiens avec Antoine Cayrol*, cousin par alliance de René Landais, Saillagouse, 1^{er} septembre 2001, 12 juillet 2004 (André Balent). — *L'Indépendant*, février-mars 1959, en particulier le n° du 20 mars 1959. — *Le Monde*, 18 avril 1986. — RGASPI, 495 270 5067, dossier biographique pas encore consulté.

André BALENT, Claude PENNETIER

*

PAYROU Lucien, Georges, Jean

Né le 8 février 1909 à Thuir (Pyrénées-Orientales), mort le 2 octobre 2000 à Montpellier (Hérault) ; instituteur, rédacteur puis attaché de préfecture, résistant, militant socialiste.

Fils d'un agent des postes militant socialiste en poste en Lozère, Lucien Payrou choisit d'être enseignant. Après sa sortie de l'école normale de Mende (Lozère), il fut en poste en 1931 à Saint-Chély-d'Apcher. Il adhéra durant cette période à la CGT et à la SFIO. Quelques années plus tard, il quitta l'enseignement et devint rédacteur à la préfecture de Mende. En 1937, il obtint d'être nommé à Montpellier où son père avait été muté.

Durant cette période de l'avant-guerre, il resta un militant discret sur ses engagements, en raison de sa situation professionnelle à la préfecture de l'Hérault. Officier de réserve, il fut mobilisé dans l'Armée des Alpes et reprit son poste à la préfecture comme rédacteur principal après l'armistice. Faisant fonction, de 1942 à 1944, de chef de bureau en charge des finances au cabinet du préfet, Lucien Payrou ne garda le contact qu'avec quelques amis proches de la section. C'est par l'entremise de l'un d'entre eux, Louis Cauvet, qu'il entra en contact avec Louis Molignié, responsable local de Gallia et résista dès 1942 au sein de ce réseau. Grâce à ses fonctions, il fournit nombre de renseignements à son réseau puis aux Mouvements Unis de la Résistance. En juillet 1944, quand le milicien Jean-Paul Reboulleau devint le nouveau préfet du département, il demanda et obtint un congé d'un mois. À son retour, la libération de la ville avait déjà commencé et le préfet avait été fusillé.

Nommé à son retour faisant fonction de chef de bureau attaché au comité départemental de Libération, il réintégra la préfecture quelques mois plus tard. Suite à la suspension d'un chef de bureau de la préfecture, il fit fonction dès le mois d'octobre 1944 de chef de bureau à la 2^e division de la préfecture. À la demande du commissaire de la République, il fut par la suite titularisé à ce poste et finit sa carrière à la préfecture de l'Hérault avec le grade d'attaché.

À la Libération, Lucien Payrou assumait plusieurs engagements politiques et syndicaux. Élu secrétaire adjoint de la section SFIO de Montpellier, il fut par ailleurs membre du bureau de l'association *Juin 1944*. En 1949, il intégra la commission administrative fédérale et l'était encore en 1952. Parallèlement, il participa à la création du syndicat FO à la préfecture et fut membre du conseil syndical des employés de préfecture. À ce titre, il figura sur la liste présentée par son syndicat lors des élections de 1950 à la caisse primaire d'assurance maladie de Montpellier-Lodève.

Situé à l'aile gauche de la section, Lucien Payrou fit partie de l'active minorité hostile à Guy Mollet durant les années 1950. Prenant ses distances avec la ligne de ce dernier, notamment sur la question algérienne, il se mit alors en retrait. En 1959, alors qu'il était membre du bureau de la section, il était proche des idées défendues par la minorité du parti. À ce titre, il participa, au début de l'année 1959 à une rencontre organisée par Robert Verdier venu à Montpellier pour rencontrer les minoritaires du parti. Ceci étant dit, malgré les proximités d'opinion, Lucien Payrou décida finalement de rester à la SFIO et comme, une partie des minoritaires de la section locale, il n'adhéra pas au PSA.

Membre de la section de Montpellier, il resta donc membre de la SFIO, puis du parti socialiste jusqu'à sa mort. Il ne fut jamais candidat lors des élections municipales à Montpellier, même après sa retraite. Parallèlement, Lucien Payrou eut d'autres engagements. Membre de l'ANAR (association nationale des anciens de la Résistance), il en fut pendant plusieurs décennies le secrétaire général. Il

faut aussi membre de la fédération des œuvres laïques de l'Hérault dont il fut membre de la commission de contrôle des comptes, membre de la fédération des officiers de réserve républicains, responsable local du mouvement européen et président de l'entente sportive de la préfecture de l'Hérault.

SOURCES :

Arch. Départ. Hérault 91 J 15, 138 W 4, 207 W 2, 356 W 137 et 169, 406 W 124, 356 W 137, 1000 W 68, 1183 W 44. — Arch. Fédération des Œuvres laïques de l'Hérault. — Jean-Augustin Bailly, *La Libération confisquée. Le Languedoc 1944-1945*, Paris, Albin Michel, 1993 *Combat socialiste, 1947-1971*. — Entretien avec l'auteur.

Olivier DEDIEU

*

KAPLER Victor

Né le 22 février 1910 à Paris (XIV^e arrondissement), mort le 21 août 2003 à Saint-Denis-de-la-Réunion ; médecin généraliste ; militant communiste de Paris et des Pyrénées-Orientales ; résistant dans les Pyrénées-Orientales ; Évadé de France.

Victor Kapler était le fils d'Abram, Sana Kapler et de son épouse Khaia, Dora Seneerson émigrés juifs de la Pologne russe. Abram Kapler militait au Parti communiste et s'occupait d'une bibliothèque de quartier dans les locaux d'une cellule parisienne.

Victor Kapler soutint sa thèse de médecine le 3 décembre 1937 à Paris où il avait fait ses études. Alors qu'il terminait ses études de médecine, Victor Kapler, militant communiste vint s'installer vers 1937-1938 à Saillagouse, chef-lieu de canton de la Cerdagne française.

Comme le laissent entrevoir des témoignages concordants, notamment celui de Pierre Soubielle, c'était un « homme de l'ombre », dépêché par les PC et l'IC dans les Pyrénées, près de la frontière franco-espagnole, afin d'observer de près la guerre civile et son évolution — de juillet 1936 à avril 1937, la ville de Puigcerdà, en Cerdagne espagnole, était du fait de sa proximité immédiate de la frontière l'objet de toutes les attentions : en effet, elle fut prise en main par des activistes de la FAI ; les événements parfois tragiques qui s'y produisirent et l'expérience libertaire qui y fut tentée étaient l'objet de la curiosité des reporters de la presse internationale —, de superviser et de faire fonctionner des filières clandestines de passages de volontaires des Brigades internationales. Il était en contact en France avec des militants communistes locaux comme Raymond Gaillarde*, de Llo, village proche de Saillagouse et, en Espagne, avec des cadres du PSUC, comme Josep Mas i Tió* de Ripoll. Si nous connaissons mal les détails de ce travail clandestin, nous savons par ailleurs que Victor Kapler déploya aussi une activité politique publique, s'inscrivant dans la dynamique unitaire du Front populaire, participant aux activités d'un PC qui, en Cerdagne, était embryonnaire et ne recrutait que parmi les cheminots et les fonctionnaires des douanes.

Avant et après la Seconde Guerre mondiale, Victor Kapler exerça la médecine générale. Son cabinet était à Saillagouse et il avait des patients dans toutes les communes de Cerdagne. Praticien dévoué, il n'a laissé que d'excellents souvenirs. Au service des habitants, il fut un sérieux concurrent pour le docteur Maurice Clerc, de Bourg-Madame, fils d'un autre médecin de Saillagouse, Georges Clerc, conseiller général de la droite modérée, mais de plus en plus « radicalisé » à la droite extrême au fur et à mesure que se déroulait la Guerre civile espagnole (nommé par Vichy au conseil départemental qui remplaça le conseil général). Maurice Clerc n'hésitait pas à professer ouvertement son antisémitisme, tout particulièrement en faisant allusion à Kapler ; en janvier 1913 il refusa de signer le permis d'inhumer pour le frère de ce dernier, Léon, né à Paris le 30 mars 1943, retrouvé mort à Porté-Puymorens, selon toute vraisemblance assassiné. Mais les électeurs ruraux, en majorité d'opinions modérées qui avaient élu le père du docteur Clerc appréciaient le sens du contact de Victor Kapler et sa générosité. « Gentil, modeste et compétent », il n'était pas « sectaire », effectuant des accouchements avec les infirmières religieuses d'Angoustrine.

Mobilisé en 1939, Victor Kapler était de retour en Cerdagne en 1940.

Il s'engagea bientôt dans la Résistance. Mais, le PC était totalement désarticulé en Cerdagne. D'ailleurs, nous ignorons comment Kapler réagit dans les mois qui suivirent le pacte germano-soviétique. Peut-être eut-il un moment de doute que renforçèrent les contacts qu'il eut inévitablement avec un militant communiste qui avait rompu avec le parti, Vital Gayman* replié à Font-Romeu (Pyrénées-Orientales, Cerdagne) où son épouse était pharmacienne. En effet, les activités clandestines

de Kapler et de Gayman s'effectuèrent dans la même mouvance non communiste, celle des réseaux de passage vers l'Espagne toute proche, fort nombreux en Cerdagne, lieu névralgique de la « guerre secrète » (1940-1944) dans les Pyrénées. Inscrit dès 1941 sur une liste des suspects de l'arrondissement de Prades, sa position devint bientôt précaire du fait de sa judéité et ses antécédents politiques. Il fut contraint de se cacher, avant même novembre 1942.

Victor Kapler, fut non seulement un homme des réseaux particulièrement actifs dans cette guerre secrète des Pyrénées, mais il fut aussi, localement, l'âme de l'un d'entre eux, « Akak », lié à l'OSS, services secret étatsuniens, (*Voir aussi Cayrol Antoine, Malet Gaudérique*). Il fit passer en Espagne des aviateurs des forces alliées, des résistants français désireux de gagner Londres puis Alger, des Juifs traqués en partance pour le Nouveau Monde. Un document non daté (1941 ?) nous apprend que, en application de la loi du 16 juillet 1940, il obtint l'une des sept « autorisations provisoires d'exercer la médecine » dans les Pyrénées-Orientales (sur 185 médecins inscrits à l'ordre). Après l'occupation de la zone sud par les Allemands, sa situation devint encore plus précaire. Un ancien gendarme, Puig, le cacha à Saillagouse. La police allemande qui soupçonnait qu'il était planqué à Latour-de-Carol, chez les Jobé, perquisitionnèrent en vain cette maison. Il se cacha ensuite dans un refuge pastoral de montagne aux confins du Capcir et du Conflent. Ce fut le *guerrillero* Josep Mas i Tió* dont le groupe travaillait de concert avec les réseaux français présents en Cerdagne et en Capcir (« Akak » en particulier) qui prit en charge Victor Kapler. Ce fut Josep Mas i Mas, fils de Josep Mas i Tió qui, dans le premier semestre 1943, le fit passer en Espagne avec sa femme et trois autres Juifs.

Capitaine médecin dans l'armée de De Lattre de Tassigny, il participa aux combats d'Italie puis au débarquement de Provence et, enfin, à la campagne contre les forces du Reich, en France et en Allemagne.



Victor Kapler, dans l'armée de Lattre, 1944-1945. Archives privées Jean Kapler

Comme il tardait à être démobilisé, les conseils municipaux du canton de Saillagouse votèrent des délibérations identiques demandant son prompt retour en Cerdagne, ainsi celle des édiles de Latour-de-Carol, votée le 18 juin 1945 : « (...) Aujourd'hui, sa présence est nécessaire en Cerdagne où ses vertus professionnelles, son dévouement inlassable l'avaient fait vivement apprécier ». Cet extrait montre l'immense popularité qu'il avait su acquérir en peu d'années.

Fin 1945 ou début 1946, démobilisé, il reprit depuis Saillagouse, ses consultations médicales en Cerdagne, toujours au service des populations. Il s'investit à nouveau dans la politique, militant activement dans les rangs d'un PCF qui en Cerdagne, et singulièrement à Saillagouse, s'était renforcé par rapport aux années précédant la Seconde Guerre mondiale. Il fut l'un des animateurs de la cellule locale de sa commune de résidence.

Il resta en Cerdagne, au moins jusqu'en 1954 puis s'installa à Paris. En 1962, son cabinet était situé dans le 14^e arrondissement, 121 rue du Château. Il exerça sa profession jusqu'en 1982. Retraité à Paris, il alla s'installer en 1999 à Saint-Denis-de-la-Réunion où son fils aîné avait ouvert un cabinet de médecine générale. Entre temps, à une date que les parents ou amis interrogés ne peuvent situer, il avait quitté le PCF.

Il s'inquiéta en 1962 du sort de son frère Léon qui semble aussi avoir exercé la médecine puisque certains témoignages —qui demeurent à confirmer— disent qu'il termina sa carrière comme médecin

de la mine de fer du Puymorens (Pyrénées-Orientales). Fugitif, il chercha, dès 1942, une planque en Cerdagne, comptant peut-être sur le réseau de son frère pour passer en Espagne. Le groupe de Josep Mas* le cacha d'abord au barrage des Bouillouses. Il gagna ensuite la mine de Puymorens (commune de Porté, Pyrénées-Orientales), un lieu sûr où travaillaient beaucoup d'Espagnols réfugiés regroupés là dans le cadre des GTE. Sa mort, tragique, dans la neige, pose problème car les témoignages divergent : mourut-il de froid ou fut-il abattu d'un coup de feu, alors qu'il se rapprochait du village de Porté ? Nous avons vu que le docteur Clerc, appelé par le maire de Porté à constater le décès, tergiversa. Pour Victor Kapler, le doute demeurait quant aux circonstances exactes de cette mort. Sans doute était-il au courant de ce qui se racontait d'où sa décision d'adresser en juin 1962 une lettre à la mairie de Porté dont nous ignorons le contenu de la réponse envoyée le 15 juillet 1962.

Victor Kapler et son épouse maintinrent des liens d'amitié avec Antoine Cayrol à qui ils rendirent visite à Saillagouse, jusqu'au début des années 1990.

Sa femme, Lucienne Thénard, d'origine lorraine, née le 23 janvier 1917 à Thiais (Seine, aujourd'hui Val-de-Marne), militante comme lui, fut institutrice auxiliaire. À compter du 1^{er} octobre 1939, elle assura un intérim à Err où elle remplaça le socialiste Pierre Saury* (ou sa femme) qui, au printemps, avait quitté l'enseignement pour la police et un nouveau destin. S'il semble qu'elle accompagna son mari en Espagne en 1943, elle revint à Saillagouse car, en août 1944, membre du comité local de Libération de la commune elle fut nommée conseiller municipal. Elle exerça ces fonctions jusqu'au renouvellement général des conseil municipaux d'avril-mai 1945. Tant qu'elle résida en Cerdagne, elle fut une active militante du PCF.

Ils s'étaient mariés le 19 octobre 1937 à la mairie du XIII^e arrondissement de Paris. Ils eurent deux enfants : Jean, Léon Kapler, né à Perpignan (Pyrénées-Orientales) le 4 octobre 1948, est (2011), médecin généraliste à Saint-Denis de la Réunion ; Georges, René, Joseph Kapler, né le 25 novembre 1952 à Perpignan (Pyrénées-Orientales) travaille (2011) dans la production cinématographique.

SOURCES : Arch. dép. Pyrénées-Orientales, 31 W 137, suspects fichés (1940-1944) ; 39 W 66, ordre des médecins, 1940-1944. — Arch. dép. Pyrénées-Orientales, 2 M 264, listes électorales de Saillagouse, 1939 ; 1 T 69, mouvement des instituteurs, octobre 1939. — Arch. com. Saillagouse, registre des délibérations ; Arch. com. Porté-Puymorens, lettre de Victor Kapler au maire de la commune (Paris, 30 juin 1962), dans le registre des délibérations. — Arch. com. Latour-de-Carol, registre des délibérations. — André Balent, « Dans le sillage de René Bousquet et de François Mitterrand : la carrière de Pierre Saury (1906-1973) », *Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales*, vol. CV, Perpignan 1997, p. 217-272 [p. 231]. — André Balent, « Del Ripollès a la Cerdanya, guerres i revolució : Josep Mas i Tió », *Annals del Centre d'estudis comarcals del Ripollès*, Ripoll, 2005, p. 81-98 et 98a-98f [p. 90 et note 49]. — André Balent, « Victor Kapler, « médecin des pauvres » en Cerdagne, des années 1930 aux années 1950 », *Records de l'Aravó*, 4, Latour-de-Carol, 2007, p. 11-12. — André Balent, « Les réseaux clandestins d'aide à l'Espagne républicaine en Catalogne du Nord, passage de volontaires et d'armes (1936-1939) », dans André Balent & Nicolas Marty (coord.), *Catalans du Nord et Languedociens et l'aide à la république espagnole (1936-1946)*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan et Direction de la Culture de la Ville de Perpignan, 2009, pp. 37-51. — Georgette Barnole, « Le docteur Victor Kapler », *Records de l'Aravó*, op. cit., p. 13. — Ramon Gual & Jean Larrieu, « Vichy, l'occupation nazie et la résistance catalane », t. II b, *Terra Nostra*, n° 93-96, Prades, 1998, p. 473, p. 592. — *Le Travailleur Catalan*, Perpignan. — Entretiens avec : M. Barnole, originaire de Porté-Puymorens et de son épouse, originaire de Latour-de-Carol (Latour-de-Carol, mars et avril 1997, 5 novembre 2007), de Pierre Soubielle, fils de Sébastien Soubielle militant SFIO, puis pivertiste et, enfin communiste, de Fontrabieuse-Espousouille, en Capcir (Caldégas, 22 février 1999) ; Josep Mas i Mas, fils et compagnon de maquis de Josep Mas i Tió (Sant Pere de Torelló, 21 août 2004). — Entretien téléphonique avec Jean Kapler, médecin à Saint-Denis-de-la-Réunion, 22 avril 2011. — Courriers électronique de Jean Kapler, 23 et 25 avril 2011. — Nombreux témoignages informels.

André BALENT

*

LIBERTI Casimir, Auguste

Né le 20 Octobre 1918 à Cette [Sète] (Hérault), mort le 16 avril 2011 à Sète ; marin ; ouvrier de la Chimie ; pêcheur ; syndicaliste ; militant du Parti communiste.



Hommage à Casimir Liberti (à gauche) que l'on voit ici en compagnie de son fils François (à droite), Sète, 62ème congrès national de la fédération des syndicats maritimes CGT qui se déroula à la Bourse du Travail de Sète les 6,7 et 8 octobre 2009, L'Hérault du jour (La Marseillaise)

Fils d'un pêcheur italien exilé en France, Casimir Liberti s'engagea dans la Marine nationale vers 1935 et suivit une formation à l'école des mécaniciens de la marine de Toulon. Vinrent les embarquements successifs qui le firent naviguer à travers le monde. Puis ce fut la guerre. Il participa alors à des missions d'escorte sur le contre torpilleur « Milan ». Il fut de la campagne de Norvège entre avril et juin 1940. Ce fut au cours des actions menées là qu'il se vit décerner la Croix de guerre. En 1940, il se « replia » au Maroc. Ce fut dans ce pays, à Casablanca, qu'il devint membre du Parti communiste. Il se souvenait que c'était « le camarade Sultan qui était israélite et secrétaire de la section » qui lui remit sa première carte. En 1942 ce fut le refus d'appareiller à Dakar pour aller combattre des navires anglais et certains de « la France Libre ». Liberti et ses camarades furent internés et menacés d'être fusillés, puis finalement graciés. Casimir Liberti, avec quelques camarades, passa alors à « La France Libre » l'organisation de résistance extérieure. Il participa à la campagne de Tunisie, aux débarquements de Saint-Tropez en août 1944 et à celui de Royan en avril 1945. À la Libération, partant de Cherbourg, il passa sa permission à Paris où fit la connaissance de Christiane Le Tallec, bretonne de Vannes, qui devint son épouse. De retour à Sète, il entra à la Compagnie Tunisienne des Phosphates. Il reprit sa carte au PCF et devint un actif syndicaliste. Le 19 octobre 1947, il fut candidat aux élections municipales sur la liste d'Union républicaine et résistante et de défense des intérêts de la ville de Sète présentée par le PCF. Élu membre du bureau de la section de Sète du PCF lors de la conférence de section du 23 janvier 1949. Il fut élu membre du comité fédéral de la Fédération de l'Hérault du PCF, lors de la conférence fédérale des 19 et 20 février 1949. En août 1949, il signa un article dans *Le Travailleur du Languedoc* en tant que secrétaire adjoint de l'Union locale des syndicats CGT. Il participe au II^e Congrès mondial de la Paix qui se tint du 16 au 22 novembre 1950 à Varsovie et à son retour, dès le 1^{er} décembre, il assura des comptes-rendus dans les quartiers. on le nomma alors « Le navigateur de la Paix ». Il était alors membre du Conseil national des partisans de la paix. En août 1950, il signa un article dans *Le Travailleur du Languedoc* en tant que secrétaire du syndicat des inscrits maritimes de Sète.

En 1960, il reprit une activité maritime dans la pêche. Il y prolongea son engagement syndical en devenant secrétaire du syndicat CGT des marins de Sète, ce qui le conduisit progressivement à participer aux travaux du bureau national de la fédération CGT des marins. Dans un même élan, il fut, dès son implication dans le monde de la pêche, président de la Coopérative Saint-Pierre (celle des Pêcheurs en mer) et, à la fin de 1960, président de la coopérative Le Dauphin (Bassin d'épuration des coquillages). Il présida par la suite la Coopérative des Cinq Ports du Bassin de Thau (conchyliculture) et, dans les années 1970, la Coopérative des Mazets (mas conchylicoles). La prolifération des pavillons de complaisance, amorcée dans les années 1970, a laissé en rade de Sète de nombreux marins étrangers, démunis et sans droit. Casimir Liberti a été un ardent défenseur de leur cause. Il était devenu un point de référence pour ces marins abandonnés.

Par arrêté du secrétaire d'État à la mer en date du 15 février 1993, il fut nommé membre de l'assemblée du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins, en qualité de représentant des conseils des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins. Le décret du 13 juillet 1998 l'éleva au grade de Chevalier de la Légion d'Honneur pour ses soixante et un ans d'activités professionnelles et de services militaires. Plus familièrement connu dans la « vie sétoise » sous le nom de Mimi, il a profondément marqué le milieu maritime sétois.

Casimir Liberti se maria avec Christiane, Yvette Le Tallec, ils eurent quatre enfants, une fille et trois garçons, dont l'un, François, né le 17 septembre 1947 à Sète fut conseiller municipal de la ville du 13 mars 1971 jusqu'à septembre 2008. Il fut maire de Sète du 2 avril 1996 au 18 mars 2001, conseiller régional de 1986 à 1992 conseiller général de 1988 à juillet 1997 (il démissionna de ce poste pour non cumul des mandats), député de l'Hérault (7^e circonscription) du 1^{er} juin 1997 au 17 juin 2007.

SOURCES: Arch. com. Sète, élections, bulletin de vote — *Le Travailleur du Languedoc*, 29 janvier 1949. — Archives de la Fédération de l'Hérault du PCF. — Jacques Blin, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier cettois puis sétois de 1789 à 1950*, Sète, autoédition, 2009, p. 112. — *Cahier souvenir* de Julien Empereur, remis par sa fille à l'auteur. — Interview de Casimir Liberti par Jacques Blin le 22 Avril 1986.

Jacques BLIN

*

LECTURES CHOISIES :

Jacques BLIN, *Portrait robot d'un républicain révolutionnaire Frédéric Fesneau. Cette au temps de la commune (1868-1880)*, chez l'auteur, 19 quai du Pavois d'or, 34200, Sète, 116 p. (12 € plus 3,40 € de port)

Cette n'a pas eu de Commune en 1871, mais comme d'autres villes du Languedoc ou du Roussillon (Nîmes, Perpignan), la vie politique y a été mouvementée à la fin de l'Empire et au début de la Troisième République. En s'attachant plus particulièrement à un des agents de cette histoire, Frédéric Fesneau, qui n'avait jusqu'ici dans le *Maitron* qu'une notice squelettique, Jacques Blin s'est proposé de nous faire découvrir aussi les milieux démocratiques cettois de ce moment historique. Il a rassemblé les sources disponibles localement et a consulté les fonds très riches de la préfecture de police de Paris.

Port de commerce des vins, Cette abrite alors une population importante de tonneliers et aussi de négociants, courtiers, commis, agents d'affaires. Les milieux populaires de Cette, volontiers turbulents, causent des soucis aux autorités bonapartistes. Parmi ces opposants, Frédéric Fesneau, négociant en vin, né dans le Loir-et-Cher en 1818 et passé d'abord par Bercy, est présent à Cette au moins depuis 1864, et commence à s'y faire connaître, en 1868, (déjà comme socialiste puisqu'il se réclame de Raspail), dans l'opposition républicaine, à l'occasion de la préparation des élections législatives de 1869. Les républicains de Cette soutiennent alors contre le pouvoir un candidat venu de Paris, Jules Simon, véritablement plébiscité à Cette en 1869 puisqu'il y obtient 83 % des votants. Cette écrasante majorité se confirme bien qu'un peu atténuée, lors du plébiscite de mai 1870 (72,16 % de non). Fesneau participe ensuite activement à la préparation des élections municipales d'août 1870.

Il est d'ailleurs élu conseiller municipal au 2^e tour le 14 août. Au moment de la déclaration de guerre, si les Cettois se montrent patriotes, ils ne dissocient pas ce patriotisme de l'opposition à l'Empire et de l'aspiration à la démocratie sociale. Le journal *Les Droits de l'Homme* de Montpellier, dirigé par Guesde et Ballue, est leur porte-parole depuis juin 1870. Après la révolution du 4 septembre, une nouvelle commission municipale est nommée et Fesneau y figure naturellement. Il s'investit alors dans la Ligue du Midi pour la défense de la République fondée par Esquiros à Marseille, ligue principalement de défense patriotique et de mobilisation républicaine, mais qui a aussi des accents fédéralistes, et il devient un des représentants de l'Hérault au comité central de la Ligue. La commission municipale de Cette s'est ralliée à la Ligue, mais cette dernière ne triomphera pas de l'opposition à son égard du gouvernement de la défense nationale. Fesneau fonde alors une éphémère Ligue du droit qui s'efforcera de soutenir matériellement l'effort de guerre. Si l'armistice déçoit les Cettois, c'est encore bien plus vrai des élections du 8 février 1871 qui voient les modérés l'emporter dans l'Hérault, mais à Cette on a voté quand même pour la gauche radicale (Gambetta, Floquet, Delescluze et Ledru-Rollin). Pendant la Commune, si Fesneau souhaite que Cette soutienne le mouvement, il n'est pas suivi et la majorité républicaine adopte une position d'attente. À la fin mars cependant, le drapeau rouge flotte de façon éphémère sur l'hôtel de ville. Aux nouvelles élections municipales du 30 avril 1871, les républicains conservent la municipalité, mais les plus avancés d'entre eux, Tresfond, Fesneau ne figurent plus sur leur liste. Le conseil municipal envoie cependant un délégué auprès de Thiers pour demander une conciliation entre Paris et Versailles. Sans succès évidemment. Après la défaite de la Commune parisienne, ses partisans cettois apparaissent isolés.

La Commune de Paris écrasée, Fesneau se réfugie à Genève bien qu'il ne soit pas poursuivi et, même à Cette, n'ait pas vraiment joué un rôle de tout premier plan. Simple prudence ? Il y fonde un nouveau commerce de vin et une fabrique de liqueurs. À Genève, il s'occupe du soutien aux réfugiés, participe à l'Internationale bakouninienne. Les exilés nourrissent beaucoup d'illusions, même celle d'une expédition militaire en France pour défendre la république menacée ou d'un soutien (armé ?) à la république espagnole proclamée le 11 février 1873. Fesneau participe à la rédaction de brochures destinées à être diffusées en France. Comme c'est le cas ailleurs, de vives dissensions internes opposent les exilés et empoisonnent l'atmosphère. Après l'amnistie de 1879-1880, Fesneau liquide son commerce et finit par rentrer en France en 1882. Il mourra obscur et pauvre à Belleville le 31 août 1903.

J. Blin éclaire utilement nombre d'aspects de la biographie de Fesneau. Première étape vers une nouvelle biographie pour le *Maitron* ? Malgré tout quelques points restent dans l'ombre. Fesneau a-t-il milité dans le mouvement républicain avant 1864, soit en 1848 dans le Loir-et-Cher –il avait alors vingt ans – soit plus tard à Paris ? Quelle était exactement son idéologie qui semble avoir été assez éclectique, antiautoritaire sûrement, socialisante, mais de façon floue. Pourquoi n'est-il pas rentré en France plus tôt après la Commune alors qu'il n'était pas poursuivi ? En parlant de « portrait robot », J.Blin semble voir en Fesneau une sorte d'archétype du militant révolutionnaire de cette époque. D'un certain type de militant seulement, car par sa position sociale, Fesneau est assez représentatif de la moyenne bourgeoisie républicaine qui grâce à une certaine aisance et à son instruction, exerçait sur le peuple ce que M. Agulhon a appelé un « patronage démocratique ». Mais il y avait aussi des intellectuels impécunieux comme Guesde et des militants ouvriers. Fesneau, apparemment de belle prestance d'après les descriptions qui en sont données, semblait avoir un certain charisme. Quant à l'attitude des Cettois vis-à-vis de la Commune, elle est significative des réactions d'un grand nombre de municipalités républicaines qui se sont contentées de prôner une conciliation entre Paris et Versailles, conciliation vouée à l'échec puisque Versailles en excluait le principe. La carrière de Fesneau et le cas cettois ont aussi incité J.Blin à terminer son étude par des réflexions sur la notion de fédéralisme qui élargissent son propos jusqu'à nos jours.

Raymond HUARD



Joseph LANET, Mémoires de Résistance. La création et l'organisation de l'Armée secrète à Béziers, Saint-Pons, Bédarieux et Narbonne, édition scientifique établie par Guy ROGER et les Archives départementales de l'Hérault, Sampzon et Montpellier, Éditions Delatour France / Conseil général de l'Hérault, 2010, 238 pages, 21,10 euros.

Rares ont été les ouvrages consacrés à la Résistance dans le Biterrois et plus globalement dans la région R 3-2 comprenant l'arrondissement de Béziers et celui de Narbonne¹. Cet oubli est aujourd'hui réparé depuis l'édition des mémoires de Joseph Lanet, ancien responsable de l'Armée secrète puis des Mouvements unis de la Résistance en R-3-2. On se doit de saluer cet ouvrage d'autant plus que son histoire relève du roman. Inachevées à la mort subite de Joseph Lanet, les différentes parties de ses mémoires tombèrent dans l'oubli. Seuls quelques Résistants et historiens connaissaient l'existence de ces documents. L'initiative conjointe de Guy Roger, un cousin de Joseph Lanet et des Archives départementales de l'Hérault a permis la publication de ce document. Cette édition a d'autant plus de valeur qu'elle a su s'appuyer sur les apports de Francis Jouvin, l'un des derniers cadres encore vivants de l'AS en R-3-2 mais aussi d'André Dau et Pierre Duviols, du Musée régional de la Résistance de Castelnaud-le-Lez.

Les mémoires de Joseph Lanet couvrent une période précise, celle de son engagement dans la Résistance, en 1942 jusqu'en juin 1944. Les derniers mois de l'occupation sont partiellement abordés, le décès de Lanet laissant la fin du manuscrit en l'état. De même, n'est pas couverte la période de la Libération et de la mise en place des autorités provisoires, période particulièrement agitée à Béziers pendant laquelle Joseph Lanet joua un rôle de premier plan (« Affaire Malafosse », exécutions sommaires dans la prison de Béziers, destitution du sous-préfet, « la question du Midi-Libre », les conflits au sein du M.L.N.). Enfin, le sous-titre de l'ouvrage délimite à juste titre le sujet. Il s'agit principalement des souvenirs personnels (complétés par Francis Jouvin sollicité par Joseph Lanet puis par Guy Roger) de l'organisation de l'A.S. du mouvement *Combat* puis des M.U.R. en R-3-2 de 1942 à 1944. Ces souvenirs sont moins riches quant à la période 1940-début 1942 mais aussi sur le fonctionnement d'autres branches de *Combat* puis des M.U.R. ainsi que sur les autres mouvements et réseaux de la Résistance intérieure.

L'ouvrage, qui se lit très facilement, débute par l'entrée de Joseph Lanet dans la Résistance biterroise par l'entremise de son ancien condisciple de la faculté de Droit, Pierre Malafosse. Avec précision, mais sans nous noyer dans le détail, Lanet explique les recrutements en vue de constituer l'A.S. sur l'ensemble de la R-3-2. Ce faisant, il nous donne à voir les réseaux sur lesquels s'appuie le développement de la Résistance dans le Biterrois urbain et rural. On y mesure notamment le poids des solidarités socialistes, radicales et maçonniques, mais aussi celle des cadres de l'Armée notamment dans les branches militaires. On peut aussi bénéficier d'une analyse fine de l'organisation de l'A.S. puis des M.U.R., de l'échelon de base à son niveau départemental. Au-delà de cette présentation organisationnelle, on peut lire, sous la plume de Lanet, comment de simples citoyens apprennent, peu à peu, à s'organiser efficacement dans la clandestinité.

Progressivement, Lanet met en place une organisation résistante en capacité de disposer de relais sur l'ensemble du territoire dont il a la responsabilité. Grâce à ses sources d'information, la livraison d'armes et d'explosifs dès la fin de l'année 1943, l'A.S. devient en capacité de faciliter le renseignement des Alliés et d'instaurer une politique systématique durant l'année 1944 de sabotages des infrastructures et du matériel à destination de l'occupant. Ceci étant dit, cette dernière période est aussi celle des coups les plus durs portés par la Gestapo, de l'arrestation de la famille Abbal à Bédarieux, à celle de l'équipe chargée de l'exécution du chef du groupe *Collaboration* de Sète. Dans la dernière phase, celle des préludes de la Libération, Lanet explique en détail les modalités de préparation de cette période, de l'organisation de la montée au maquis à la mise en place du sabotage systématique des infrastructures pour paralyser les mouvements allemands. C'est cette lecture qui permet de comprendre que les Résistants locaux ont agi début juin 1944 en croyant à l'imminence d'un débarquement qui n'aura lieu finalement qu'en Normandie. Ce contexte permet, au final, de mieux appréhender le choix de la montée au maquis... choix qui débouche sur le drame de Fontjun sur lequel Lanet donne sa version.

Un livre de mémoires sur la Résistance dans la région ne pouvait faire l'impasse sur la question politique, et notamment sur les rapports avec les communistes. On aurait pu s'attendre de la part de

Lanet, un homme de droite devenu secrétaire général de l'U.D.S.R., à une conséquente analyse politique de la Résistance. Ce n'était manifestement pas l'objectif de son livre. Ceci étant dit, il n'en souligne pas moins les difficultés rencontrées avec le Parti communiste ou en tout cas certains de ses représentants, notamment Gérard Suberville, *Janvier*, responsable de l'Action ouvrière puis des F.F.I., mais aussi Gilbert de Chambrun. C'est l'une des raisons qui explique le fait que l'A.S. biterroise, selon le récit de Lanet, choisisse de se mettre sous les ordres du délégué militaire régional plutôt que sous ceux de *Janvier*... d'où des menaces verbales qui allèrent loin entre les différents protagonistes.

Pour conclure, un ouvrage précieux pour qui veut comprendre l'histoire de l'Armée secrète dans la partie Ouest du département si l'on fait abstraction de trois coquilles (Matan Emile au lieu de Mathan Emile p. 15 ; Gibard au lieu de Gitard Marceau p. 174 ; Charrier chef régional des M.U.R. et non du seul R.O.P., p. 71.). Cette connaissance est d'autant mieux assimilable que l'ouvrage bénéficie d'un index des pseudos. On y trouve aussi un index des Résistants qui mériterait de s'étoffer avec les notices biographiques du nouveau *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier, mouvement social*. On est par contre déçu par la bibliographie qui aurait mérité plus d'exhaustivité pour un ouvrage de cette importance. Enfin, il faut souligner l'originalité du livre : la concomitance de sa parution avec le dépôt des archives de Joseph Lanet aux Archives départementales de l'Hérault, l'essentiel de ces fonds concernant les matériaux du livre et les manuscrits originaux. On peut ainsi faire d'intéressants allers-retours entre le livre et les archives en question.

Olivier DEDIEU

NOTES DE RECHERCHES :

.....

AIGUES-MORTES ET CETTE/SÈTE, VILLES DE SEL ET D'IMMIGRATION À LA FIN DU 19^e SIÈCLE¹

Le 17 août 1893, un évènement de portée nationale qui prendra vite un caractère international, se déroule à environ 60 km de Sète (47 km, par le canal du Rhône à Sète). Aux salins d'Aigues-Mortes des rixes entre travailleurs français et italiens ont provoqué la mort d'au moins huit d'entre eux et ont fait plus de 50 blessés. Si l'on y regarde sommairement, les ingrédients de cet évènement montrent des salins et des Italiens. Alors l'interrogation devient légitime, la ville de Sète qui possède une exploitation salinière, qui a une population italienne très forte, a-t-elle connu des évènements identiques ?

C'est le point de départ de cette étude. Mais comme à tous moments l'histoire est traversée par des comportements complexes, il s'est agit pour moi, non pas de dire, Sète était plus mal, Sète était mieux, mais de comprendre le contexte de Sète et celui d'Aigues-Mortes au moment où se déroulaient les évènements.

Pour cela j'ai articulé mon propos de la façon suivante :

- Eléments démographiques et réalité de l'immigration italienne à Sète et à Aigues-Mortes.
- Les modes d'exploitation du sel à Aigues-Mortes et à Sète .
- Rôle et importance de la vie sociale comme facteurs d'acceptation des immigrés italiens (pêche, les différents métiers liés au quotidien et aux travaux du port, les proximités de la langue...)
- J'ai exploré un élément qui peut paraître annexe et peut-être déplacé pour certains, mais qui je pense a son importance, l'élément religieux.
- Et enfin, le rôle et la place du mouvement ouvrier.

¹ Conférence présentée par Jacques Blin le vendredi 19 novembre 2010 à la médiathèque François-Mitterrand à Sète, dans le cadre des initiatives sur le thème « Devoir d'Histoire – Histoire des mémoires », avec le concours du Cercle occitan sèteois pour la lecture des textes et l'interprétation des chants.

Les approches migratoires dans les deux localités:

Il est donc nécessaire de comparer, dans un premier temps, le comportement des populations d'Aigues Mortes et de Sète face au problème migratoire.

Gérard Noiriel¹ note que la région d'Aigues-Mortes a connu de formidables bouleversements entre les années 1830 et 1870. D'après lui, la communauté Aigues-Mortaise traditionnelle a connu une « désintégration ». Si à Sète on parle « d'étrangers du dehors » et « d'étrangers du dedans », pour qualifier les différents apports migratoires.

À Aigues-Mortes l'on parle d'Aigues-Mortais « de souche » et d'Aiguesmortais « de fraîche date ». Les premiers habitent à l'intérieur des remparts, alors que les seconds ont tendance à s'installer à l'extérieur. En 1891, Aigues-Mortes compte 3.981 habitants. Alors qu'à la même période, à Sète, la population s'élève à 36.000 habitants. Même si l'on trouve une concentration d'Italiens vers le Quartier Haut (parmi les 240 journaliers italiens recensés en 1891, 60 % se répartissent entre le Quartier Haut et le quartier de la Marine). Le reste se dissémine dans la ville.

Par ailleurs, à Aigues-Mortes, le cœur de la société est composé par les membres d'une classe de propriétaires, évaluée à 150 familles environ liées par des intérêts économiques communs et par un héritage culturel qu'ils portent naturellement au niveau politique. Albert de Nesmes-Desmarets est maire conservateur d'Aigues-Mortes jusqu'en 1892. Il représente les notables de la cité, et G. Noiriel écrit que sa famille jouera un rôle particulièrement actif dans les événements.

À Sète, le cœur de la société est différent, et la municipalité sera présidée jusqu'en mai 1892 par le cordonnier Aussenac (maire ouvrier). Sète s'inscrit, à cette époque, dans un courant qui cherche les voies d'une orientation socialiste.

Donc, deux contextes différents qui nous amènent à considérer, à ce stade, et pour ce qui concerne Sète, l'antériorité de l'immigration italienne.

L'immigration italienne à Sète :

Le blocus continental mis en place par Napoléon (contre le Royaume-Uni) avait pénalisé l'activité des ports. Avec la fin de celui-ci, une reprise économique s'amorce vers les années 1820 et s'accompagne d'un renouveau démographique, notamment de 1821 à 1826². La ville gagne 1.000 habitants, ce qui lui permet d'atteindre les 10.000 habitants. Cette croissance est plus forte que celle du trafic portuaire. Elle est pour partie, le résultat d'une première vague d'immigrants italiens (Piémontais, Génois, Niçois³) anciens soldats et officiers des armées impériales qui demandent la « naturalité » française. Pour le seul mois de novembre 1816, on en dénombre 14.

Une nouvelle vague d'immigration va se produire de 1876 à 1901⁴. Elle est le résultat d'un apport « d'étrangers du dedans » et « d'étrangers du dehors ». Ainsi pour cette période 8.369 personnes arrivent à Sète, avec une pointe de 7.470 entre 1876 et 1886. Ce courant se ralentira de 1886 à 1896 et il reprendra à partir de 1896, mais de façon moins importante.

En 1881, près de la moitié des habitants de la commune, 48,73 % ne sont pas nés à Sète. Il y a donc 17.305 « étrangers à la ville » en 1881. Parmi eux, 20,8 % sont nés dans une autre commune de l'Hérault, 65,1 % dans un autre département et 14,1 % à l'étranger. Ce dernier chiffre représente alors 6,88 % de la population totale, alors que nationalement, en 1881, les étrangers représentent 2,6 % de la population.

En 1886, le nombre de nouveaux arrivants a augmenté, on en dénombre 17.715, mais leur pourcentage est en baisse sensible, ils ne forment plus que 47,81 % de la population. Par contre la proportion de ceux qui sont nés à l'étranger passe à 22 %.

En 1891, les immigrants forment 56,76 % de la population et ceux nés à l'étranger poursuivent une courbe ascendante avec 24,8 %

¹ Gérard NOIRIEL, *Le massacre des Italiens. Aigues-Mortes, 17 août 1893*, Paris, Éditions Fayard, 2009.

² : *Histoire de Sète*, (Jean SAGNES, dir.), Toulouse, Éditions Privat, p. 173.

³ : Nice sera rattaché à la France en 1860.

⁴ Jacques BLIN, *Insertion des immigrés dans la commune*, mémoire de pour le concours d'attaché territorial, Toulouse, 1983, 130 p..

En 1896, s'amorce une certaine stabilité qui montre que ces immigrés s'installent, ils ne forment plus que 45,65 % de la population. Parmi les 11.569 « étrangers », 43,2 % sont nés dans une autre commune du département, 41,1 % dans un autre département et 15,7 % à l'étranger.

On peut apprécier au travers de ces chiffres les mouvements migratoires des dernières décennies du XIX^e siècle. Sète constitue un pôle d'attraction qui attire des habitants du département, des autres régions de France et de l'étranger.

Quand on essaie de se pencher sur la nature des nationalités représentées dans notre ville, on en dénombre une vingtaine, dont les plus représentées sont les Espagnols et les Italiens.

Nous venons de voir la dimension que peut représenter l'immigration dans des contextes locaux différents, il nous appartient de voir maintenant l'autre élément qui entre en ligne de compte dans les événements d'Aigues-mortes, c'est-à-dire les Salins.

Les salins d'Aigues-Mortes et ceux de Sète :

C'est Philippe le Hardi, fils de Louis IX (Saint-Louis) qui concéda, au XIII^e siècle, aux habitants d'Aigues-Mortes des « *droits de cité* », leur accordant le droit de pêcher et de chasser librement dans les marais, ainsi que le droit de récolter le sel sans payer la gabelle :

« Les droits sur le sel représentent un enjeu encore plus important pour la population locale. Placés sous la tutelle du pouvoir royal à partir du XIII^e siècle, les marais ont été vendus pendant la Révolution à des bourgeois de Nîmes, de Montpellier et de Marseille. Tous les propriétaires qui se sont succédé depuis l'époque médiévale ont tenté, en vain, de ravir aux habitants d'Aigues-Mortes le droit du « franc salé » que leur avait concédé Louis IX... »

« ...Les habitants étaient exemptés par lettre patente de mai 1246 du droit de gabelle, c'est-à-dire de l'impôt sur le sel, et pouvaient prendre aux salins du Peccais la quantité de sel nécessaire, sans peser, mesurer, ni payer de droit »

« ...Les propriétaires des salins du Peccais, sous prétexte que le franc salé était un droit féodal et que la loi de 1790 avait aboli tous les droits de ce genre, refusèrent de livrer les 30 gros muids à la commune. Cela entraîna des procès dont un en 1846 qui trancha en faveur des Aigues-Mortais.

Si la consommation gratuite du sel est importante pour les habitants d'Aigues-Mortes, le travail généré par l'exploitation des marais salants est aussi très important. Au XIX^e siècle, les bourgeois qui ont racheté les salins cherchent constamment à rationaliser l'exploitation en réduisant le coût du travail.

En 1844, la crise économique que traverse le pays et le souci de rentabiliser les investissements consentis dans les dernières années pour moderniser les salins incitent Rigal, le propriétaire, à diminuer les tarifs proposés aux ouvriers.

Ce qui provoque un vaste front de refus dans la commune aigues-mortaise. Dans les mois précédents la récolte, les chefs d'équipe ne parviennent pas à trouver sur place des ouvriers acceptant de travailler au nouveau tarif. Les tentatives d'embaucher des ouvriers des communes voisines échouent. Le rapport de force est favorable aux ouvriers-paysans car ils trouvent facilement à s'occuper dans les plantations de garance où l'on donne d'assez fortes journées...

Rigal met en cause la mauvaise foi des Aigues-mortais. Il constate que, dans une commune voisine, les ouvriers gagnent 3,5 francs pour 100 quintaux décimaux de sel et qu'ils sont contents de ce tarif. Alors qu'à Aigues-mortes, ils refusent la diminution du tarif à 7 francs par jour. Rigal propose finalement un compromis à 8 francs par jour. Mais la foule en délire tente de tout casser, au point que Rigal, sous la contrainte accepte les 8,50 francs .. »

De nouveaux conflits éclateront, au cours de l'année 1844, mais ils laissent apparaître des préoccupations uniquement locales, au cours desquelles la population Aigues-Mortaises se mobilise lorsque ses intérêts sont menacés. Mais ces actes de résistances semblent demeurer isolés et enfermés dans un canton assez isolé du reste des préoccupations ouvrières du département. Noiriel note qu'aucun lien n'est établi avec les travailleurs du textile nîmois ni avec les mineurs de la Grand'Combe, qui s'engagent pourtant au même moment dans la construction du mouvement ouvrier gardois.

C'est en 1868 qu'apparaissent de véritables bouleversements. Cette année-là, le groupement des propriétaires des marais salants, né sous la monarchie de Juillet (1830-1848), devient une société par action : la Compagnie des Salins du Midi (CSM). Cette société, dont le siège est à Montpellier,

contrôle la quasi-totalité des salins de la région. Les rapports de production de types capitalistes font leur entrée aux salins du Peccais. La CSM intensifie son combat contre les usages ancestraux qui permettaient aux pauvres de chasser et de pêcher sur les étangs. Elle multiplie les procès pour « braconnage », ce qui provoque un vif mécontentement chez les paysans. Pour diminuer les coûts de commercialisation du sel, elle prend le contrôle des transports, ruinant ainsi un grand nombre d'intermédiaires...

Sète est une ville plus récente, et c'est le 15 juin 1779 que Louis XVI accordera à une Compagnie d'actionnaires le privilège de construire un salin sur la côte littorale qui relie Sète à Agde.

Les terrains mis à la disposition des producteurs représentent une capacité de production de sel marin de plus de cent mille tonnes, faisant de Sète le plus grand salin de la côte méditerranéenne. Les Salins du Peccais, quant à eux, ne produisent pas plus de quatre vingt milles tonnes.

L'origine du Salin de Villeroy est due au sieur Cauvi de Sète, qui avait remarqué que la bande de terre située entre Sète et Agde est très argileuse, et qu'en été, il se formait naturellement du sel marin. Avec l'aide de plusieurs hommes d'affaires dont leur seule idée était, semble-t-il de donner à Sète plus de mouvement de marchandises, le projet aboutit. La première compagnie d'actionnaires prit donc naissance, mais par prudence elle ne sollicita qu'une partie de la plage en concession. Cette compagnie est représentée par MM. Serrenne-d'Aqueria, Castilhon et Rey.

Cette concession fut donnée avec une clause particulière « sauf le droit d'autrui », le 30 juin 1779 et la compagnie établit sa résidence à Sète le 20 juillet 1779.

La question qui posera le plus de problèmes aux nouveaux propriétaires est le rachat des droits d'autrui. En effet une grande partie des terrains concédés se trouve sur la commune de Marseillan et faisaient partie du revenu ecclésiastique d'Agde, le viguier (magistrat) en percevait la taille (impôt direct prélevé par les seigneurs). Par ailleurs quelques paysans obtenaient de ces terrains difficiles à cultiver des récoltes de céréales qui leur permettaient de vivre.

Alors le Salin de Villeroy s'est vite transformé en champ de bataille au moment de l'expropriation. Procès, lutte à mains armées, cela ne cessera que lorsque la compagnie renoncera à une partie des terres. Diverses péripéties nous conduisent en 1788 à un conseil présidé par la duchesse de Villeroy, principale actionnaire. La construction d'une muraille d'enceinte est décidée pour protéger les stocks de sel, ainsi qu'un canal de circulation relié au port.

En 1811, de nouvelles difficultés apparaissent. La conclusion d'une expertise sur les comptes conduit à confier la gestion des Salins à un fermier. C'est l'entrepreneur Vaillard, ancien tailleur de pierre et originaire de Sète qui prend le marché. Il réussit à rendre l'exploitation positive mais n'arrive pas malgré tout à éponger la dette qui s'élève à 250.000 F. C'est autour de la banque montpelliéraine Lichtenstein et Vialard et Mme Blanchy, héritière d'un fortuné Anglais, en Février 1828, qu'un nouveau conseil se dessine. Il est composé de Louis Serres, Auguste Vialard, André Chrétien de Montpellier et Pierre Vivarès de Sète. Ce conseil rachète en 1830 la totalité du capital et en 1853 la Compagnie des salins de Sète valorise fortement son capital avec la construction de la ligne de chemin de fer Sète-Bordeaux. En 1857, la compagnie des Salins de Villeroy afferme les Salins à la Compagnie des Salins du Midi pour 35 ans. Elle en deviendra propriétaire en 1882 et une partie du domaine sera transformée en vignoble, mais Vivarès semble rester le représentant de la Compagnie des Salins de Sète.

Cependant à la lecture de « l'annuaire de l'Hérault » des années 1890, jusqu'en 1895 on trouve à la rubrique Salins :

- La compagnie des Salins de Cette – Salines de l'Hérault – L.S Nahmens
- Salins du Midi, Isemberg Emile, représentant, 28 route nationale
- Salins de Villeroy – Roux (L) Contrôleur à Villeroy

On trouvera jusqu'en 1895, les mêmes à la même rubrique.

On voit donc que l'Histoire des Salins de Sète, n'a rien à voir avec le parcours des Salins d'Aigues-Mortes.

Quelques considérations me paraissent importantes à noter, avant d'en arriver aux évènements du 17 août 1893 à Aigues-Mortes et à la situation à Sète à la même époque.

L'une est liée à la dimension culturelle qui traverse la population sétoise, avec un caractère fortement populaire où le parler occitan, entre autres, a certainement joué un rôle important pour concourir à une acceptation de cette population dans la vie sociale.

L'autre, à mon avis, réside dans un climat de tolérance qui est moins sous l'emprise du catholicisme. Le poids du mouvement ouvrier également, y est certainement pour beaucoup car le

mouvement ouvrier est fort à Sète et l'ennemi ce n'est pas l'autre ouvrier, c'est le patron. La dimension de l'internationalisme est au cœur des débats à cette époque.

Le rôle intégrateur du langage :

Si Magali Llopis peut noter dans sa thèse : « Pour les populations de Ligurie ou de Toscane, la transition linguistique s'est effectuée dans un climat relativement propice. Le dialecte utilisé diffère peu de celui que parlent les populations du cru, de même que la façon de vivre, de penser et de travailler. Les Piémontais qui s'installent dans le sud-est passent du piémontais au provençal. On assiste donc pour ces originaires de l'Italie du Nord à un mixage linguistique. »¹, Gaston Bazlagues, linguiste, sera quant à lui plus précis : « Les parlers italiens n'ont donné que quelques termes et les originaires du pourtour de Naples, de Calabre ou de Sicile se sont intégrés en parlant d'abord occitan, français ensuite. »²

Si l'occitan, celui du Félibrige né en 1854, était présent dans la vindicte des conservateurs d'Aigues-Mortes à l'encontre des Républicains (nous le verrons plus loin), ce n'était pas le même occitan qui était pratiqué celui pratiqué à Sète. L'occitan de Sète est celui du parler quotidien et de la vie sociale.

Par ailleurs, la présence d'une communauté espagnole à forte proportion catalane, près de 1,74% de la population sétoise et 18,97% de la population étrangère en 1891 permet le dialogue avec cette langue sœur. Les Catalans qui nous ont amené la pêche au « Ganguy » se confrontent à la pêche à « La Traïna » avec un immense filet appelé « La Génoise »

Il n'est qu'à comparer quelques mots liés au langage des métiers et de la vie quotidienne pour retrouver la consonance des mots qui conduisent à un langage commun rapidement compréhensible.

La main-d'œuvre italienne est fortement présente dans les travaux liés à l'agrandissement du port. En 1881, le recensement fait apparaître un peu plus de 15 tonneliers d'origine italienne : « *le barrila* » occitan rencontre « *la barile* » italienne proche du « *barril* » catalan et chacun y met ses anchois où ses sardines. Dans la taille au-dessus, le tonneau se décline en « *Bota* » occitan, en « *Botte* » italien et rejoint la « *bóta* » catalane. Ce brassage, dans la vie sociale, facilite ce que l'on appelle aujourd'hui l'intégration, alors qu'il s'agit plutôt d'un échange multiculturel qui va laisser des traces dans le parler sétois.

À la suite des événements sanglants des Salins du Peccais, on trouvera dans *Le Petit Méridional* du 27 Août 1893 un texte en provençal sous le titre *Lous italiens de Peccais* d'un goût douteux et qui présente un autre usage de la langue provençale :

Lous Italiens de Peccais

Un cousiniè, en parlant das affaires d'Aigamortos, me disiè ièr:

- "Coumo troves aquelo cousino das Salins? Italiens e Franceses avien entre eles des relaciouns douços coumo de vinagre; la moustardo a finit per iè mounta a la tèsto; i a agut de pebre; e en resummat sount estats pus sots que de cournichous; urousomen que lous italiens finiran per cridà sebo.

- "Boto, iè diguère, laissez me tranquile eme toun vinagre, ta moustardo, toun pebre, tous cournichous e tas sebos; manco pas qu'un pauc d'oli, pourriès faire la vinagreto.

- "De vinagreto? e creses qu'on deuriè pas ne faire de vinagreto de tout aqueles italiànous?

- "Siès un cousiniè, tus encaro; sounjes pas qu'à faire des plats e de sauças; vos qu'aquel mounde siègoun nostes amis? Cagnot, vai! Té dounan de traval, pas vrai?

- "Oï.

- "E be, as souvent vist d'acord lou patroun e l'ouvriè?

- "Vai ben; mès quand lous anèren tira de las grifos das Autrichiens, quand iè pourtèren secours, aco lous humiliè dins soun amour propre; e vite se metèron à faire de grands bastimens curassats, per poudre nous boumbardà à l'oucasioun en guisa de remerciement.

- "Peuh! Peuh! dins aquel cas i auriè de closses; veiriès quanto marmelado!

- "Anen bon! toutaro èro uno vinagreto; aro es uno marmelado; siès toujours gasto-sauços.

¹ : Magali LLOPIS, *La colonie italienne de Sète, fin du 19^e début du 20^e siècle*, mémoire Université de Montpellier, p. 118 : voir aussi : *Bulletin de la société d'études historiques et scientifiques de Sète et de sa région*, tomes XXVI-XXVII-XXVIII, 2003, pp. 117-130.

² Gaston et Jacqueline BAZALGUES, *Écritures populaires : conter, réciter et chanter à Sète avant Georges Brassens*, Éditions de l'Institut d'Estudis Occitanes, Pyuylarens, 2002, p. 8

- "Gasto-sauços se vos; mès deurièn lous espedià toutes dins lou païs de la polento e dau macaroni, aurièn nosto pas antàu.

- "paure cousinè, iè diguère: e quau jougariè de l'orgue de Barbario; quau fariè veni lous macaronis; quau cirariè nostes souliès, quau estamariè nostos cassairolas?

- "de franceses pardi!

- "De franceses? fai bon dire: digus iè dounariè pas sa pratico; quand lou bon Dièu faguet lou prumiè francès, lou faguet talement réboussiè que n'i a per se demanda s'aquel jour noste Segne s'èro pas trop arreatat au debit, e s'èro pas un pauc sus l'èr?"

(Le Petit Méridional, dimanche 27 août 1893)

Les Italiens du Peccais (Traduction par Alain Camélio)

Un cuisinier en parlant des affaires d'Aiguemortes, me disait hier:

- "Comment trouves-tu cette cuisine des Salins? Italiens et Français entretenaient entre eux des relations douces comme du vinaigre; la moutarde a fini par leur monter à la tête; il y a eu du poivre; et en résumé ils ont été plus sots que des cornichons; heureusement que les Italiens finiront par crier pouce.

- "Fichtre, lui répondis-je, laisse moi tranquille avec ton vinaigre, ta moutarde, ton poivre, tes cornichons et tes oignons: il ne manque qu'un peu d'huile et tu pourrais faire de la vinaigrette.

- "De la vinaigrette? et ne crois-tu pas que l'on devrait faire de la vinaigrette de tous ces italiens?

- "Tu es encore un cuisinier; tu ne penses qu'à faire des plats et des sauces; veux-tu que ces gens soient nos amis? Imbécile, va! Ils te donnent du travail, pas vrai?

- "Oui.

- "Et bien, as-tu vu souvent d'accord le patron et l'ouvrier?

- "Ça va bien; mais quand nous les avons tirés des griffes des Autrichiens, quand nous leur avons porté secours, leur amour propre en fut froissé; et vite en guise de remerciements, ils se mirent à construire de grands bâtiments cuirassés pour pouvoir nous bombarder à l'occasion.

- "Peuh:Peuh! dans ce cas il y a eu des noyaux¹; quelle marmelade!

- "Allons bon! Tout à l'heure c'était une vinaigrette; maintenant c'est une marmelade; tu es toujours un gâte-sauces.

- "Gâte-sauces si tu veux, mais nous devrions les expédier dans le pays de la polenta et du macaroni, ainsi nous aurions la paix.

- "pauvre cuisinier, lui ai je dit: et qui jouerait de l'orgue de Barbarie, qui ferait cuire les macaronis; qui cirerait nos souliers, qui étamerait nos casseroles?

- "Les français pardi!

- "Les français? tu plaisantes: personne ne voudrait être leur client; quand le Bon Dieu créa le premier français, il le fit tellement grincheux qu'on peut se demander si ce jour là, notre Seigneur n'avait pas réduit le débit et s'il n'avait pas la tête en l'air?

Quelques années plus tard, en 1904, à Sète, 314 ouvriers se mettent en grève pour la journée de 8 heures et les salaires, les plâtriers et compagnons écrivent une chanson, en occitan, sur un papier de couleur rouge ? La tonalité est différente de celle de l'article cité plus haut. *Le poing serré* (sur l'air de *Viens Poupoule*)

Au plan ponh

(Aire : Viens Poupoule)

1^{er} Cople

*Au temps jadis nos arribèt dins la localitat
Un rabalur tot petaçat, amai degueuilhat,
Siaguèt parlur e puòï cracur e se'n siàm avisats*

Car d'anarchista es devengut un renegat vendut

Le poing serré

1^{er} Couplet

*Au temps jadis nous arriva dans la localité
Un pauvre erre tout rapiécé, tout en guenilles
Qu'il fût parleur et même hâbleur nous nous en sommes aperçus*

Car d'anarchiste il est devenu un renégat vendu

1 : En français populaire, il y aurait un os. On garde le mot noyau- fruit pour marmelade qui suit.

Los gipièrs, siàm cargats,
De cantar sas veritats.

Refrin

Un plan ponh aici, un plan ponh alai, ah !
Es ton tèrme patoés
Mai de chez tus siàm pas, ah !
Oh ! perquin aqui, oh ! perquin alai, ah !
Pos (poder) ben te demenar
De tus ne volèm pas.

2nd Coplet

Dins lo faubourg quand siàs montat t'avem pas demandat
S'èras d'aici, s'èras d'alai, mas t'avem abilhat
D'un pantalon, d'un vièlh melon, d'un gilet ticassat
Lo cordonier, puoi l'espicier, tot lo monde donat
Ton passat, renegat,
Te sias pas rapelat !

(al refrain)

3^{en} Coplet

Entrepreneur sias devengut, amai lo pus golut,
E tos amics dau sindicat en tèsta t'an fotut
Mas nautres que siam dau mestier e t'aven conogut
Car de crpièr sias devengut un renegat vendut
Quoi qu'aquo sias estat
D'une de tot ce qu'as fach !

(al refrain)

Les plâtriers nous sommes chargés
De chanter ses vérités

Refrain

Un poing serré ici, un poing serré là, ah !
C'est ton terme patois
Mais nous ne sommes plus de chez toi, ah !
Oh par ici, oh par là alors, ah !
Tu peux bien te démener
De toi nous ne voulons pas

2^e Couplet

Dans le faubourg quand tu es monté nous ne t'avons pas demandé :
Si tu étais d'ici, si tu étais de là, mais nous t'avons habillé
D'un pantalon, d'un vieux melon, d'un gilet tacheté,
Le cordonnier, puis l'épicier, tout le monde a donné.
Ton passé, renégat,
Tu ne t'en ais pas souvenu !

(au refrain)

3^e Couplet :

Entrepreneur tu es devenu, de plus le plus goulu,
Et tes amis à la tête du syndicat t'ont foutu,
Digne de tout ce que tu as fait !
Mais nous qui sommes du métier et t'avons connu,
Car d'associé tu es devenu un renégat vendu.
Quoi qu'avec ça tu as été

(au refrain)

(traduction Rose BLIN-MIOCH)

Dans son ouvrage, Gérard Noiriel évoque Maurice Barrès qui incarne, à cette époque, le socialisme national. (Nous y reviendrons plus loin). Barrès rencontra Mistral dès les années 1888. Entre juin et août 1893, il publie dans *Le Figaro* une série d'articles qui seront réunis dans un volume au titre explicite « Contre les étrangers ».

Par ailleurs l'interprétation du Félibrige de Mistral, par la société Aigues-Mortaise, peut amener à une vision réduite de son combat pour la langue, n'est-ce pas ce qui s'est passé à Aigues-Mortes ? Les textes que je cite dans cette conférence tendraient à le démontrer. Ainsi, Philippe Martel notait dans une étude :

« Nacioun, naciounau : nous avons rencontré ces mots dans les statuts évoqués plus haut. On pourrait compléter la série avec un autre mot de la même famille, mais lourd de sens dans l'Europe du 19^e siècle : naciounalita, « nationalité ». En employant ces mots, Mistral et ses amis entendent donc bien signifier que leur Midi n'est pas seulement une province disposant d'un dialecte particulier, mais bien un peuple, un peuple, une raço avec sa langue, son caractère et ses intérêts propres. »¹

¹ Philippe MARTEL, « Le Félibrige : un incertain nationalisme linguistique » « Mots les langages du politique », à lire sur le site <http://mots.revues.org/index4273.html>

Par race il, faut entendre peuple et non la connotation qui permettra de dériver vers racisme. Cette volonté de Mistral de définir une culture a pu permettre à Barrès de n'en retenir que le caractère propre à illustrer un propos nationaliste. Et peut-être aux Aigues-mortais de renforcer leur communautarisme ? À Sète, Mistral trouve en Joseph Soulet un fervent admirateur qui entretiendra une correspondance avec le « maître de Maillane » de 1890 à 1912¹. En 1894, sera créé *L'Armanac cétori* ». Si l'almanach se contente des petits travers de la vie sétoise, certains de ses membres, dont un des principaux animateurs Gustave Thérond, navigue dans l'ambiguïté. Reproduisant la philosophie du Félibrige qui se situe sur le terrain culturel en évitant de rencontrer le politique. Thérond, enseignant et socialiste, sera un des animateurs du mouvement coopératif en 1896 et sera membre fondateur du PCF à Sète en 1920, il ne laisse pas paraître ses opinions dans l'almanach.

Parallèlement, l'Hérault a connu, dans les années qui précèdent, l'influence du *Félibrige Rouge* animé par Louis Xavier de Ricard (ancien de la Commune de 1871), Lydie Wilson de Ricard son épouse et Gustave Fourès, afin d'impulser une réflexion républicaine au mouvement. Cela laissera des traces dans le paysage de la langue occitane. Et le mouvement ouvrier de Sète gardera vivace la langue occitane, pour ses revendications, ses colères, bien après la guerre de 1914-1918.²

Une considération sur le religieux :

J'esquisse, ici, une hypothèse sur les considérations religieuses qui pourraient être envisagées, dans ce regard comparatif que je porte sur les deux localités.

Gérard Noiriél, dans son livre³, évoque les élections municipales de 1892. Les conservateurs l'emportent d'une courte avance. Mais la démission de six élus républicains empêche la désignation du Maire. De nouvelles élections sont organisées, elles entraînent un vif affrontement entre les deux camps. Les conservateurs éditeront une feuille dans laquelle ils appellent les électeurs à les rejoindre pour cette « *lutte suprême* » qui concerne l'avenir d'Aigues-Mortes. Dans leur argumentation ils mettent en avant « *Le bien et l'honneur de la religion dont nous sommes nous seuls, envers et contre tous, les défenseurs naturels* ». Pour mieux enfoncer le clou religieux, ils reprochent à leurs adversaires d'encourager les « *vexations contre l'église* ». Une affiche écrite en occitan intitulée « *Vous voulèn pas !* » invite les électeurs à chanter sur l'air de *Je suis chrétien* une longue chanson dont l'un des couplets dit notamment ceci :

<i>Vous voulèn pas</i>	Nous ne vous voulons pas
<i>Estranjeïraio</i>	Sales étrangers
<i>Qué vengès aici governa</i>	Que vous fassiez la loi ici
<i>Anas ché vaoutrès cassibraio</i>	Allez chez vous, racaille

On le voit les Républicains sont rangés dans le camp des étrangers, qualifiés de « *sales* » et « *racailles* ». Un autre couplet, quant à lui, réanime le sentiment religieux :

<i>Vous voulèn pas</i>	Nous ne vous voulons pas
<i>Toumbur dé Gléiso</i>	Tombeurs d'Église
<i>Voulès la léva dé l'esta</i>	Vous voulez la retirez de l'État
<i>Saï mur, soun pas dé terro gléiso</i>	Ses murs, ne sont pas de la terre glaise
<i>Vous voulèn pas, vous voulèn pas.</i>	Nous ne vous voulons pas, nous ne vous voulons pas.

À ces mêmes élections, à Sète, le radical Ernest Scheydt (par ailleurs protestant) sera élu maire de Sète sur une liste républicaine, face aux socialistes. Il fait partie de cette communauté dont le conseil presbytéral de Sète accueillera favorablement, en 1905, la séparation de l'Église et de l'État en

¹ Alain CAMÉLIO (éd.), *Correspondance : 1882-1912. Joseph Soulet – Frédéric Mistral*, Edicions IEO, Puylaurens, 2008., 185 p.

² Gaston et Jacqueline. BAZALGUES, *Écritures populaires : conter, réciter et chanter à Sète avant Georges Brassens*, Éditions de l'Institut d'Etudis Occitanes, Puylaurens, 2002, p. 7 .

³ NOIRIEL, *op. cit.*, p. 104.

déclarant « elle permet de réaliser une réforme désirée depuis longtemps...le droit de vote pour les femmes protestantes qui constituent la partie la plus zélée et la plus dévouée de notre Église »¹

La place de l'élément religieux méritait donc d'être visitée. Et dans ce religieux la dimension des protestants est à considérer, ceci pour mieux éclairer l'esprit de tolérance qui pouvait exister au sein des populations.

Le poids du religieux à Aigues-Mortes :

Nous ne reviendrons pas sur la persécution des protestants et à l'enfermement de Marie Durand dans la Tour de Constance. Avec les élections municipales, nous avons vu que la dimension religieuse tient une place importante dans la cité. Par ailleurs, G. Noiriel montre que le canton d'Aigues-Mortes a été long à intégrer l'État républicain. Ainsi pour la période qui nous occupe, dès les débuts de la III^e République, le procureur de Nîmes a proposé la candidature de Louis Hugou, instituteur cévenol, républicain et protestant, comme juge de paix. Il n'a jamais été accepté par la bonne société Aigues-Mortaise. Dans un rapport au procureur de Nîmes, il écrira vers 1893 « les passions religieuses et politiques sont surexcitées par le cléricalisme et par la grande compagnie des Salins qui a une omnipotence dans ce pays »².

Sète et la place des protestants dans la cité, un atout supplémentaire de tolérance :

« C'est pendant le second empire et le début de la III^e République, entre 1866-1885, que le groupe protestant culmine, passant de 780 à 2.300 personnes, 480 familles environ, faisant un peu plus de 6% de la population de la ville »³.

Cette population semble jouer un rôle important en matière économique. Avec le pasteur Cazelle, qui a dirigé l'église protestante pendant cinquante et un ans, durant la première moitié du XIX^e siècle, un climat de tolérance a été développé. Le juge de paix, s'adressant au préfet lors de la mort du pasteur, écrira de lui : « Il est décédé dernièrement, emportant l'estime et le regret de tous, même du clergé de la ville avec lequel il a vécu dans les meilleurs rapports »⁴.

Le pasteur L. Benoit qui lui succède, obtiendra en 1865 la concession du lazaret militaire, inoccupé et en ruine. Il décline la vocation de ce lieu en trois objectifs : « Humanitaire, médical et religieux ». Il désire accueillir des « baigneurs pauvres qui viennent souvent de loin pour leur santé »⁵. Le Lazaret au cours de notre histoire a toujours développé son rôle humanitaire. En 1939 : accueil des enfants des réfugiés espagnols, etc...

On peut voir, à travers ce regard esquissé que les protestants à Sète ont bénéficié d'une certaine reconnaissance, ce qui n'a pas été le cas ailleurs. Jean-Claude Gaussent en dégage trois hypothèses :

- Le clergé sétois n'est pas animé d'un zèle fanatique et tolère ou ignore les protestants.
- Le port de Sète devient peu à peu le principal débouché du Languedoc, le rôle commercial des protestants est loin d'être négligeable.
- L'existence d'une communauté aussi minoritaire explique peut-être l'absence de persécutions, alors qu'elles ont existé dans d'autres villes du Languedoc »⁶.

Le contexte : où en sommes-nous au moment des événements d'Aigues-Mortes ?

La Compagnie des salins du Midi embauche en août 1892 près de 2.000 ouvriers saisonniers, soit plus de 50 % de la population. Le maire s'en inquiète et demande des forces supplétives. Dans un courrier daté du 9 Août 1892, il estime que « la plupart de nationalité italienne ou repris de justice, représentent un danger sérieux pour la sécurité des habitants... »

¹ Jean Claude GAUSSENT, « Les protestants et l'église réformée de Sète de la révocation de l'édit de Nantes à la loi de séparation de l'Église et de l'État, 1685-1905 », Bulletin de la Société d'études scientifiques de Sète et de sa Région », Tome XIV-XV, 1986, page 127.

² NOIRIEL, *op. cit.*, 2009, page 104.

³ Jean-Claude GAUSSENT, « Les protestants et l'église réformée de Sète de la révocation de l'Édit de Nantes à la loi de séparation de l'Église et de l'État, 1685-1905 », Bulletin de la Société d'études scientifiques de Sète et de sa Région, Tome XIV-XV, 1986, page 126.

⁴ *Idem*, page 127

⁵ *Idem*, page 127

⁶ *Idem*, page 127

En août 1893, le consulat italien annoncera le chiffre précis de 621 embauchés (essentiellement des Piémontais) dans les salins. 700 à 800 Français seront également embauchés. Parmi eux il y a ceux qu'on appelle les « Ardéchois » : ce sont des ouvriers-paysans qui descendent chaque année de la haute montagne cévenole pour trouver du travail. Puis il y a les « Trimards », ceux que le procureur général décrit dans un rapport comme des « vagabonds », des « gens sans aveu ». G. Noiriel lui, emploie une formule qui à mon avis correspond bien à ce groupe quand il écrit : « *Les trimards sont un assemblage hétéroclite d'individus sans lien entre eux, si ce n'est qu'ils apparaissent comme laissés pour compte du capitalisme, certains étant entraînés dans la spirale inexorable de la déchéance sociale* ». ¹

À Sète, nous n'avons pas d'études et d'éléments précis qui nous permettent de comparer les embauches de main d'œuvre saisonnière aux Salins. Mais nous savons que dans les années 1880 le nombre des journaliers et journalières est important à Sète, parmi eux, en 1882, on comptabilise environ près de 1.210 ouvriers italiens des deux sexes qui participent à divers chantiers liés au développement portuaire. ²

Pour approcher au plus près la situation de 1893, nous avons essayé d'exploiter les données du recensement de Juillet 1891, pour la commune de Sète. Nous dénombrons 1.502 Journaliers (soit 1.333 hommes et 169 femmes). Parmi eux, il y a 240 Italiens (230 hommes, 10 femmes) et 23 Espagnols. Ces chiffres donnent une indication sur la vie de celles et ceux qui travaillent au jour le jour et qui sont à même de fournir une main d'œuvre saisonnière. Si on s'attarde sur le décompte fait aux Salins de Villeroy, on est en présence de 277 personnes recensées sur le site. On peut les répartir ainsi, il y a 75 familles (avec 67 enfants). Dans les couples les femmes sont généralement portées avec la mention « *sans profession* ». En enlevant les enfants, nous sommes en présence de 210 adultes parmi lesquels on trouve 42 journaliers, 12 cultivateurs, 6 ouvriers, 4 sauniers, 9 cantonniers, 4 charretiers, 2 bourreliers. 1 maître de chais, 1 contrôleur des salins, 3 contremaîtres 6 employés dont un agent comptable et 2 garde-barrières. Il semble que nous soyons en présence de la structure fixe réservée à la bonne marche de l'exploitation.

Au recensement suivant, en 1896, nous retrouvons 144 familles et 264 personnes présentes aux Salins de Villeroy. Aucun étranger ne figure dans ce recensement. Cependant la lecture d'un écho paru dans *L'Éclair* du 29 Mars 1896, interroge : « *Le recensement. – Il paraît que lorsqu'un agent recenseur s'est présenté, accompagné d'un garde champêtre, au quartier du Castellat et du Château de Villeroy, Les ouvriers métayers se sont refusés à être recensés. Mr le Préfet a été informé de ce fait.* »

N'ayant pas de réponse à cet écho, on peut émettre plusieurs hypothèses, dont une, un peu risquée je l'avoue, mais que j'émetts quand même. Trois ans après Aigues-Mortes, la Compagnie des Salins avait peut-être « *mis au vert* » des personnes un peu trop impliquées dans les événements ? D'où le refus d'être identifiés....

Mais revenons à cette période d'août. Nous sommes le 15 août 1893, à minuit expire le délai de dépôt de candidatures pour les élections législatives qui vont se dérouler le 20 août. À Sète, Jacques Salis est le candidat des radicaux socialistes. Des turbulences agitent le Conseil Municipal présidé par Ernest Scheydt. Celui-ci avait été élu Conseiller Général avec l'étiquette radical en mars 1891. Il fut ensuite élu maire sur la liste des républicains aux élections municipales de mai 1892 en bénéficiant du retrait de la liste libérale.

Parallèlement à la fièvre électorale, la ville de Sète prépare la Saint – Louis qui se déroulera les 27-28 et 29 août

Le journal républicain *Le Petit Méridional* consacre chaque jour, depuis le 18 août des articles sur les « *troubles des Salins du Peccais (Gard)* ». Dans ces articles commençant souvent à la une du journal, nous ne trouvons aucune déclaration dans les autres pages. Le seul écho relatif à des incidents avec des Italiens à Sète peut se lire dans le journal du 25 août sous le titre « *Tapage nocturne* ». Voici ce bref article : « *De nombreux habitants de la Grand'Rue, dans la partie comprise entre les deux vespasiennes, se plaignent de ce que, tous les soirs, une bande de jeunes gens, presque tous italiens, font un grand tapage, se bousculent en se jetant de l'eau et forcent les paisibles promeneurs à descendre du trottoir pour leur céder la place.*

¹ NOIRIEL, *op. cit.*, 2009, page 40.

² Magali LLOPIS, *La colonie italienne de Sète, fin du 19^e, début 20^e siècle*, Mémoire, Université de Montpellier, page 75. (Archives Municipales de Sète); voir aussi : *Bulletin de la société d'études historiques et scientifiques de Sète et de sa région*, tomes XXVI-XXVII-XXVIII, 2003, pp. 117-130.

Nous espérons que la police prévenue mettra bon ordre à cet état de choses. »

L'épisode électoral domine. Le Comité électoral socialiste ouvrier, aux côtés du Comité radical – socialiste, se félicite de la victoire de Jacques Salis face au candidat de Scheydt, Paul Melon. Salis proclamera « *Vive la République démocratique et sociale* ».

Le mouvement ouvrier et les Italiens à Sète :

Dans son ouvrage, Gérard Noiriel ouvre une piste de réflexion qui mérite d'être considérée, celle des balbutiements du socialisme. Il évoque Maurice Barrès qui incarne le socialisme national. Ce personnage, venu de l'extrême gauche, éprouve une fascination pour le général Boulanger. Il a participé en janvier 1893 à la rédaction d'un manifeste visant à regrouper tous les socialistes. Entre juin et août 1893, il publie dans *Le Figaro* une série d'articles dont j'ai déjà parlé. Candidat aux élections à Nancy, il l'emporte en défendant un programme entièrement axé sur la protection du travail national.

Mais le socialisme de cette époque n'a pas que ce visage, Il y a ceux qui se réclament du marxisme, comme le Parti ouvrier de Jules Guesde (POF). Ils privilégient la lutte des classes plutôt que la lutte des nationalités et ils essaient de développer l'internationalisme prolétarien. Les guesdistes mènent la lutte contre les boulangistes, aux côtés des radicaux, ils font la conquête de la municipalité de Sète en 1888 avec le cordonnier Aussenac, ils mettent sur pied de nombreux syndicats et sont directement à l'origine de la création des unions de syndicats ou Bourse du Travail, à Sète (1890). Entre 1891 et 1904 on assiste à une poussée syndicale dans l'Hérault. De 20 syndicats avec 1.028 adhérents en 1891, on passe à 50 syndicats et 3.730 syndiqués en 1894. En 1891, ce sont les ouvriers du bois qui dominent (27,9 % des syndiqués) avec les menuisiers, ébénistes et surtout les tonneliers, suivis des ouvriers des transports et de la manutention (24,7 %), en très grande majorité du port de Sète.¹

En ce mois d'été de 1893, nous sommes au lendemain du congrès du POF² qui s'est déroulé à Marseille du 24 au 28 septembre 1892, dans la foulée du congrès de la Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France. A ce congrès est présent François Planchon, plâtrier qui fut conseiller municipal d'Aussenac et qui participe activement à la campagne pour faire réélire Salis à la députation. Ce congrès s'ouvre sous les auspices d'une banderole sur laquelle s'étale en grosses lettres « *Prolétaires de tous les Pays unissez-vous !* ». Planchon fera parti du bureau qui préside aux travaux de la 2^e séance du congrès. Séance au cours de laquelle s'exprimeront plusieurs délégations étrangères parmi celles présentes (Allemands, Belges, Italiens, Irlandais, Anglais, Espagnols, Russes et Roumains). Jules Guesde lira une déclaration dans laquelle il est dit, notamment : « *Douloureusement ému par les troubles de Liévin et de Lens, il crie (le congrès) aux mineurs du Pas-de-Calais « Cessez une lutte fratricide ! Ce n'est pas contre vos frères de misère de Belgique que vos colères doivent se tourner, mais contre les Compagnies qui se servent de leurs bras pour vous affamer et vous asservir* ».

Ce rappel peut constituer un élément de la position de fond du mouvement ouvrier, organisé, qui est fort et influent à Sète.

Mais il n'est pas inutile de rappeler quelques faits qui viennent ajouter à cette appréciation...

* * *

Le 17 juin 1881, le corps expéditionnaire revenant de Tunisie défile dans les rues de Marseille, quelques semaines après la signature, en mai, du traité du Bardo qui instituait le protectorat de la France sur la régence de Tunisie. Ce pays faisait l'objet d'une concurrence entre les impérialismes italien et français. Des Italiens présents sur le vieux port se mettent à siffler le cortège. C'est alors que se produit une riposte massive de la population. Le lendemain on pourra lire dans *Le Petit Marseillais* : « *Tout individu soupçonné d'être italien se voit attaquer à coups de poings ou de pierres et, plus ou moins grièvement blessé, il n'échappe à ses agresseurs que grâce à l'intervention de la police ou de passants courageux* ».³

¹ Jean SAGNES, *Le mouvement ouvrier du Languedoc, syndicalistes et socialistes dans l'Hérault de la fondation des bourses du travail à la naissance du parti communiste*, Toulouse, Éditions Privat, 1980, p. 77

² « Congrès National du Parti Ouvrier, Marseille, septembre 1892 », Document BNF numérisé sur *Gallica*.

³ Magali LLOPIS, *op. cit.*, page 123.

Dans l'après-midi du 19 juin, les Italiens se lancent à leur tour dans « la chasse aux Français ». Le bilan des affrontements se conclura par 3 morts (2 Français et 1 Italien), 21 blessés et 200 arrestations. Face à ces événements qui porteront le nom de « *Vêpres Marseillaises* », les autorités sétoises s'inquiètent et craignent la réaction de la communauté italienne de Sète. Pour répondre à l'inquiétude du préfet, le maire lui écrira le 23 juin 1881 en ces termes : « *Notre population Cettoise, un moment troublée par les nouvelles que nous apportaient les journaux au sujet des scènes de Marseille, ne s'est jamais départie d'un calme relatif (...). Mais les mesures prises dès le début, me permettent aujourd'hui de vous assurer que la tranquillité publique n'est point menacée* ».

* * *

Le 3 Juin 1882, le conseil municipal de Sète est réuni en séance extraordinaire, après lecture du procès-verbal, le conseil municipal est informé de la mort de Garibaldi la veille. Un télégramme sera envoyé à la famille, le texte est le suivant : « *Le Conseil Municipal de Cette, réuni en séance extraordinaire, apprenant la mort de Garibaldi, illustre défenseur des libertés populaires, adresse à sa famille ses compliments de condoléance et lève la séance en signe de deuil.* »

* * *

Début 1888, il y a bien quelques tensions sur le port entre ouvriers français et italiens, mais cela ne dégénère jamais en grave bagarres. Ainsi, le 27 février 1888, le lieutenant Accart écrit au Préfet pour relater un incident, il s'exprime en ces termes : « *Un incident sans importance s'est encore produit, sur le Quai Vauban, au sujet du vapeur anglais – Knas Alter de Newcastle – Ce navire arrivé, hier soir, avait commencé son déchargement dès ce matin, à l'entrée du port ; l'entrepreneur n'ayant pas assez d'ouvriers français, sous la main, avait dû prendre six italiens. Vers 11 heures, le bateau vient au Quai Vauban, emmenant les six Italiens avec lui. A 1 heure du soir, le travail recommence avec les mêmes ouvriers, mais d'autres travailleurs français se présentant, protestèrent contre l'emploi des Italiens.*

M. Aymard, entrepreneur, afin d'éviter tout conflit, consenti à renvoyer les Italiens, dont il paya, néanmoins, la journée complète. Il les remplaça par des Français. Nous n'eûmes pas eu à intervenir ».¹

Nier qu'il n'y ait pas eu d'autres incidents, serait vain et inutile, mais un autre courrier du même lieutenant en date 3 Mars 1888 montre que nous avons à faire à des réactions isolées : « *Le 1^{er} courant vers 4 heures de l'après-midi, un Italien du nom de Depierro, se tenait assis sur une barque, près de la Santé, attendant le moment de se faire employer au déchargement d'un navire, amarré près de cet endroit, (opération d'ailleurs en voie d'exécution) quand survint un français, le nommé Maynard, 24 ans, qui s'adressant à l'italien dit « Tu attends du travail toi » et, en même temps, faisait tourner la barque sur elle-même.*

L'embarcation faillit se renverser et Depierro dut de ne pas être précipité dans le canal, à la circonstance qu'il fut assez lesté pour sauter sur le quai.

L'Italien arrivé à terre prononça ces mots : « Si j'avais un couteau, au lieu de cette pipe, je te l'enfoncerai dans le ventre », à quoi le Français répondit par une poussée qui, cette fois, précipite l'Italien dans le canal.

Depierro fut retiré sain et sauf et tous les ouvriers français témoins du fait blâmèrent Maynard qui a été arrêté par la police.

Cet incident qui n'est parvenu, à ma connaissance, que ce matin, ne me paraît pas se rattacher, directement, à la question italienne. Cependant la jalousie a pu et dû même, y être pour quelque chose. »²

Dans *Le Socialiste Cettois* » du 15 Mars 1893 (qui fait campagne pour J. Salis aux législatives et qui règle quelques comptes avec Scheydt, accusé d'avoir trahi ses engagements) 4 mois avant les événements d'Aigues-Mortes, ce journal dénonce les pratiques d'un Italien peu scrupuleux qui essaie d'escroquer ses compatriotes sous le titre *Avis aux italiens en instance de naturalisation* :

« *Il y a un de vos compatriotes, qui se dit franc-maçon et qui n'est tout simplement qu'un franc-fumiste, qui s'occupe, paraît-il, beaucoup de nous, sans que nous ayons songé à nous occuper de lui.*

¹ Archives Départementales de l'Hérault, série 10 M 100, Rapports de police.

² *Idem.*

Cet individu qui ne fait que vous exploiter, voudrait être seul pour faire toutes les demandes de naturalisation et pour y arriver il ne craint pas de faire prendre les vessies pour des lanternes aux pauvres diables qui lui apportent de nombreuses pièces de cent sous.

Pour aujourd'hui nous prévenons ce peu fortuné personnage à ne plus avoir à s'occuper de nous s'il ne veut qu'à notre tour nous nous occupions de lui et cela d'une manière très intéressante. »¹

De 1882 à début 1893, 231 Italiens résidants à Sète auront été naturalisés Français, avec une poussée de 187 naturalisés entre 1890 et fin 1892.²

* * *

Le 24 juin 1894, le Président Sadi Carnot est assassiné à Lyon par l'anarchiste Sante Geronimo Caserio qui, pour accomplir son acte partit de Sète où il était arrivé début 1894 et où il travaillait comme boulanger.

Des manifestations anti-italiennes se déclenchent à Lyon, Marseille, Orange, Montluçon, Lille, Paris, etc...

À Sète la police s'attend à de l'agitation, mais le journal *L'Éclair* rapporte dans son édition du 26 juin 1894 : « *Aucune manifestation ne s'est produite contre les italiens. Les brigades de Gendarmerie qui étaient venues de Montpellier sont reparties hier au soir.*

À Cette, on ne croyait pas qu'il y ait eu des anarchistes à proprement parler, et tout le monde a été stupéfait d'apprendre l'attentat de Caserio et l'arrestation de quatre personnes chez lesquelles on a trouvé des journaux et brochures anarchistes et le portrait de Ravachol.

Tous ceux qui ont approché Caserio sont unanimes à dire qu'ils ne le croyaient pas capable d'accomplir un tel assassinat.... »

Dans ce climat d'effervescence, des précautions sont prises pour protéger le consulat d'Italie qui veille sur la nombreuse communauté italienne installée à Sète. Le consul d'Italie à Sète enverra un message au maire, dans lequel il lui dit notamment... : « *...L'assassin est né en Italie, sans doute, mais ainsi que n'ont pas manqué de le faire remarquer, en France, les esprits justes et sensés, les assassins, surtout quand ils sont anarchistes n'ont pas de patrie... »*

Il termine en demandant au maire de transmettre ses condoléances au préfet, représentant du Gouvernement dans le département, ses plus sincères condoléances.

Le 25 juin, le conseil municipal se réunit en séance extraordinaire. Il décide d'envoyer deux adresses, l'une à Madame Carnot, l'autre à Monsieur Dupuy, président du Conseil. Le message à Madame Carnot est rédigé ainsi : « *En présence de l'odieux attentats dont vient d'être victime Mr Sadi-Carnot, Président de la République. Le conseil municipal uni dans un même sentiment de douloureuse émotion prie Madame Carnot et sa famille de vouloir bien agréer l'expression de ses plus sincères condoléances.*

Il salue en même temps la mémoire du patriote intègre universellement estimé dont la perte est un deuil pour toute la nation française »³.

Le conseil votera les deux adresses à l'unanimité. Cependant un élu, M. Peyre, 3^e adjoint, proposera d'insérer dans le texte un paragraphe destiné à flétrir la conduite des agents de la cause révolutionnaire qui vont dans les réunions développer des théories anarchistes dont on est appelé chaque jour à déplorer les graves conséquences. Le maire lui répondra que son indignation est parfaitement justifiée, mais qu'on ne peut introduire ce paragraphe dans une adresse destinée à la veuve. Une façon comme une autre, pour Scheydt de s'en tenir à l'aspect protocolaire, sans ajouter au climat de tension qui règne à son égard parmi les rangs ouvriers sétois. Scheydt représentera Sète aux obsèques de Sadi Carnot.

BIBLIOGRAPHIE

Félibrige - Mouvement Ouvrier – Presse – etc...

- Philippe Martel, « **Le Félibrige – un certain nationalisme linguistique** », *Mots, les langages du politique*, site <http://motsrevues.org/index4273.html>.

¹ *Le Socialiste cetois*, Archives municipales de Sète, microfilm.

² Tableau des Italiens naturalisés portant sur la période 1882-1912, établi par Magali LLOPIS, *op. cit.*

³ Archives Municipales de Sète, registre des délibérations du conseil municipal, années 1893-1895.

clergé local, réagirent, avec leurs moyens, à la puissance militaire qui les envahissait. Ce type d'affrontement « *aux règles propres, basées de préférence sur l'embuscade, la connaissance du terrain (préférentiellement accidenté), la rapidité de dispersion et de concentration des forces, la complicité de l'entourage et la solidarité du groupe* » est tout particulièrement illustré par la résistance des Catalans aux prises à la politique expansionniste de la France et à l'occupation de la Catalogne¹. Depuis, le vocable guérilla désigne « *une guerre de harcèlement, de coups de main, d'embuscades et par extension, les participants à la guérilla* »². Le mot francisé guérillero suivit pour signaler le combattant d'une guérilla. Si la tactique des maquisards espagnols fut bien celle de la guérilla, la plupart des réfugiés espagnols s'étaient formés au combat durant la guerre en Espagne de 1936 à 1939 – un affrontement de type « conventionnel » – en revanche, la pratique de la guérilla devait être acquise en France, avec le passage à la Résistance et la lutte au sein des maquis. Ces hommes allaient renouer, comme jadis leurs aïeux face aux troupes napoléoniennes, avec l'attaque surprise et les actions de sabotage, et, fort de leur expérience guerrière toute récente, vite exceller dans ce type particulier de combat.

Pour autant, les *guerrilleros* ne peuvent être réduits à cette forme d'action éponyme. Ils sont davantage que les acteurs espagnols d'une guérilla anti-allemande en France : leur parcours et leur engagement très marquants confèrent plus d'épaisseur encore à ce que recouvre le terme. Réfugiés en France, ce pays a accueilli ces anciens combattants dans des camps de concentration, pudiquement appelés aujourd'hui camps d'internement, pour reprendre l'ancienne terminologie administrative et officielle aseptisée³. Assurément, la bataille contre Franco et les puissances de l'Europe fasciste, augmentée pour d'autres de l'expérience de l'idéal révolutionnaire, mais aussi le constat d'abandon et d'isolement de la République espagnole à son sort, puis la défaite et l'exil, et enfin, ultime épreuve, l'enfermement dans des conditions épouvantables façonne les hommes, leur imprime une indéfectible volonté dans l'accomplissement et la réussite de leur idéal – en premier lieu, l'anéantissement du fascisme – sans compter le moteur qu'est l'ardent et bouillonnant tempérament hispanique. Autrement dit, si, par extension, tous les maquisards constituent *de facto* des guérilleros, seuls les anciens combattants (soldats de l'armée, miliciens, révolutionnaires) du camp de la République espagnole balayée par Franco, résistants, maquisards et antifascistes sont appelés *guerrilleros* (en conservant la phonétique et l'écriture originelles) et réunis au sein de formations homogènes sur la base de l'origine hispanique (notons qu'il y eut aussi quelques rares non Espagnols en leur sein, tel Émile Sabatier, Français et ancien des Brigades internationales)⁴. Ainsi, tout naturellement, lorsque les exilés espagnols déjà engagés dans la lutte antifasciste optèrent pour la Résistance, après avoir rejoint la clandestinité et formés des maquis en France occupée, ils devinrent des *guerrilleros*.

Au regard de cette esquisse succincte – chacun le perçoit d'ores et déjà – le *guerrillero*, ou plus justement le « phénomène *guerrillero* », déborde les cadres spatiaux et temporels du combat pour la libération de la France et de la Seconde Guerre mondiale, de 1939 à 1945 (selon les bornes chronologiques communément admises). La résistance en France leur aura permis de se rassembler, de s'organiser et s'armer, de reprendre la lutte contre les fascismes européens, avec, à terme, l'anéantissement du franquisme et la libération de l'Espagne. Le projet *Reconquista de España* (reconquête de l'Espagne) allait prendre corps en France occupée. Dans cette perspective, la libération du Sud de la France et la victoire sur l'Allemagne nazie ne constituaient que des étapes, tandis que le lancement de l'opération *Reconquista de España* (au mois d'octobre 1944) devait

effectifs les termes du traité de Fontainebleau qui prévoyait le partage de ce pays entre la France et l'Espagne. Cependant, les Français allaient quelque peu s'attarder en Espagne, et surtout dans la riche Catalogne frontalière pour laquelle une annexion, avec partition en quatre départements, avait été prévue ! Face à la multiplication des actes de résistance, la répression française fut sévère et les villages incendiés nombreux. Près de deux siècles après, la mise au jour récente d'un charnier à Sant Feliu de Buixalleu, près d'Hostalric (la Selva), exploré selon les procédés modernes de l'archéologie, atteste encore des exactions françaises.

¹ RODRÍGUEZ Esther, *Els Maquis*, coll. « en guàrdia ! », Valls [Espagne], Cossetània, 2005, p. 20.

² HIMELFARB Georges, *Le vocabulaire de la guerre et de la paix*, Paris, Belin, 2004, pp. 127-128.

³ Et aussi éviter l'amalgame avec les *Konzentrationslager* (camps de concentration) du III^e Reich ; un terme à jamais associé à l'ignominie nazie. Toutefois, n'en déplaise à certains, s'agissant de l'enfermement des réfugiés espagnols, la presse de l'époque et de nombreux documents administratifs font bien allusion à des camps de concentration.

⁴ Il y eut des femmes – nombre de miliciennes – engagées dans le conflit en Espagne. Dans le département des Pyrénées-Orientales, il ne semble pas qu'il y en eut dans les rangs des *guerrilleros*. Néanmoins, si elles ne prirent pas directement part aux engagements de guérilla, de nombreuses femmes espagnoles apportèrent un soutien important à l'action des hommes. Plusieurs d'entre elles furent notamment arrêtées et déportées.

marquer la reprise de l'offensive ; cette fois, en direction de la dictature espagnole. Mais, les Alliés ne l'entendirent pas ainsi... En dépit de l'échec de l'opération frontale et de ses conséquences sur l'organisation des *guerrilleros* (qui allaient notamment se disperser), une fraction d'irréductibles poursuivit des années durant les hostilités contre les nationalistes de Franco au cours d'actions ponctuelles : ils pénétraient en Espagne le temps du coup de feu et s'en revenaient réintégrer leurs bases arrières en France et leurs existences de réfugiés transpyrénéens, sinon, ils y demeuraient au sein de maquis installés en Catalogne, au Pays basque, ou ailleurs, mais systématiquement traqués par les polices de Franco. Pour de nombreux *guerrilleros*, anciens F.F.I. et souvent acteurs majeurs de la Libération du Sud de la France, rescapés de la terreur nazie, le parcours entamé en 1936 s'acheva dans les geôles de Franco. L'exil et les maquis en France ne furent qu'un intermède, car, pour beaucoup d'entre eux, la guerre en Espagne ne s'était pas achevée le 1^{er} avril 1939, comme l'avait proclamé Franco (faisant allusion aux opérations militaires).

C'est l'entrée en guerre de la France, au mois de septembre 1939, puis les immenses dégâts de l'*aiguat* survenu au mois d'octobre de l'année suivante qui extraient nombre de ces hommes des camps roussillonnais¹. Souvenons-nous : après le franchissement des Pyrénées, l'accueil français et l'apprentissage immédiat du camp de concentration, les combattants espagnols masculins, séparés de leurs camarades « miliciennes » forment désormais, non plus un rassemblement de réfugiés encore dans la phase d'exil, mais bien une société de prisonniers de guerre². Ce dont ils connaissent le sort effectif, mais pas le statut. Un univers semblable à tous les univers concentrationnaires où l'on enferme les brisés de la guerre du camp des vaincus ; un ensemble bigarré et de tous âges où se côtoient civils et anciens combattants de bords divers, tous isolés, épuisés physiquement et moralement. Les hommes se replient sur eux-mêmes, depuis le soldat démoralisé jusqu'à l'officier encore imprégné de son rang et qui ne désire pas collaborer avec la garde française. De l'avis de cette dernière, « *la discipline se relâcherait, les cadres ne commandent plus leurs hommes* »³... La fatigue, la lassitude, les conditions de l'enfermement, l'inactivité, l'éloignement des familles et la défaite militaire ont eu raison du moral des captifs. Après un trimestre passé derrière les barbelés, au vent et au soleil, les gradés espagnols reprennent les troupes en main et les encadrent à nouveau, sous la houlette des officiers français, naturellement. Les hommes se ressaisissent indiquent les archives... Et ce, pour la plus grande satisfaction du gouvernement français qui, sur la base d'une meilleure entente et coopération, va désormais pouvoir utiliser cette considérable ressource humaine ; qu'il s'agisse de lever des troupes à des fins strictement combattantes ou pour des travaux d'utilité militaire. Ainsi, de façon plus ou moins volontaire, soumis à une politique de recrutement incitative, environ 19 000 internés masculins vont s'engager dans des Régiments de marche de volontaires étrangers, ou RMVE (5 000), signer à la Légion étrangère (2 000) ou intégrer les Compagnies de travailleurs étrangers créées au mois de mai 1939 (12 000 dans les CTE)⁴. Ces formations para-militaires de travail étant les plus populaires dans la mesure où elles permettaient de sortir des camps et de recouvrir un sentiment d'existence à peu près normale, en occupant le corps et l'esprit. Donc, sur la base du volontariat, les hommes qui choisissent de s'engager reçoivent 50 centimes la journée et voient du pays ! En effet, lors de leur création, l'employeur militaire destinait principalement cette main d'œuvre à des travaux de fortification dans le cadre de la ligne Maginot.

La défaite militaire française et l'armistice consécutif, puis l'avènement de l'État français, pérennisent leur statut de main-d'œuvre corvéable. Le gouvernement de Vichy qui estime également avoir des droits sur les réfugiés espagnols et autres internés étrangers institue le travail obligatoire ; et ce d'autant plus qu'il s'agit pour le nouveau régime d'individus « indésirables ». Dans un premier temps, en promulguant la loi du 27 septembre 1940, le nouvel État français verse tous les réfugiés espagnols non libérés, au titre d'étrangers internés, dans les formations de travail. Dans un second temps, le travail obligatoire est élargi à l'ensemble des réfugiés espagnols masculins : le 11 octobre

¹ Un *aiguat* est une averse qui produit des crues. S'agissant de celui du mois d'octobre 1940, phénomène exceptionnel, destructeur et mémorable, il est question de l'*Aiguat*.

² Depuis la militarisation des milices formées au début de la guerre civile et la constitution, dans la zone républicaine de l'Armée populaire, il n'y avait plus de femmes dans les unités combattantes. Toutefois les termes de « milices » et de « miliciens » continuèrent à être utilisés de façon péjorative en dehors de la République espagnole, en particulier par ses adversaires. Ainsi, les anciens combattants de la République espagnole, qu'il s'agisse de membres des forces armées ou de formations non militaires *stricto sensu* constituent tous des « miliciens » selon la terminologie officielle française. C'est dire la considération que les autorités françaises portent aux soldats de la République espagnole.

³ AN, F7 : courrier du chef d'escadron Zwilling, commandant le camp d'Agde, au préfet de l'Hérault, 02.05.1939.

⁴ Formation au mois de mai 1939, de la 32^e CTE au Barcarès (?), des 33^e et 34^e CTE à Saint-Cyprien.

1940, les hommes de 18 à 50 ans, anciens militaires espagnols ou civils, sont purement et simplement mobilisables, toujours au sein des Compagnies de travailleurs étrangers, lesquelles dépendent maintenant du ministère de la Production et du Travail¹. Concurremment, le transfert de compétences en matière d'internement, au mois d'octobre 1940, du ministère de la Guerre vers le ministère de l'Intérieur, participe au changement de la donne. Aux Compagnies de travailleurs étrangers dissoutes, succèdent sans délai les Groupements de travailleurs étrangers (ou GTE) où les hommes, après avoir été au service de l'Armée, sont employés à des tâches d'intérêt national, placés au service de l'État ou des collectivités et de l'économie locale : dans le département des Pyrénées-Orientales, ils sont notamment affectés aux travaux de déblaiement ou de reconstruction après les ravages de l'*Aiguat*. La plupart d'entre eux seront ensuite bûcherons ou ouvriers, employés en forêt à la production de bois et de charbon de bois, ou dans les mines à extraire le fer du massif du Canigou. Certains des Groupements de travailleurs étrangers, remis à l'occupant par le gouvernement de Vichy iront même fortifier le littoral pour le compte de l'armée allemande.

En 1943, tandis que s'organise une résistance des Espagnols de l'exil, beaucoup de « travailleurs étrangers » (ou « ouvriers diffusés individuellement ») s'évanouissent dans la clandestinité des sous-bois et s'y rassemblent. Les *guerrilleros* sont regroupés au sein de l'*Agrupación de guerrilleros españoles* (AGE), organisée depuis la fin de l'année 1941 par des militants du Parti communiste d'Espagne (PCE). Les résistants espagnols sont également en relation avec l'*Unión nacional española* (UNE) ; une organisation émanant du PCE qui ambitionne de « réaliser l'unité de l'ensemble des forces antifranquistes afin de renverser le régime dans la foulée de la Libération de la France. »² Initialement, au début de l'année 1943, l'UNE forme une région de *guerrilleros* divisée en trois brigades, chacune couvrant un département. Schéma qui évolue assez rapidement vers la 4^{ème} division de *guerrilleros* à quatre brigades, dont la première est celle des Pyrénées-Orientales. Au stade ultime de son évolution, cette 1^{ère} brigade de *guerrilleros* se compose à l'été 1944 de quatre détachements : à Perpignan, Vallespir et Conflent (autour de Ria – Sirach, avec Vincent Arbiol, qui se livrait notamment aux passages vers l'Espagne)³. Le développement de l'organisation des *guerrilleros* dans le département n'étant pas l'objet du propos, cet aspect complexe ne sera pas approfondi ici.

Les résistants espagnols travaillant dans la zone du front côtier de la Méditerranée sauront tirer parti de leur situation « privilégiée » : ils feront du renseignement militaire, voire déroberont des artifices à l'armée allemande⁴. Néanmoins, les combattants espagnols ne s'éloigneront jamais trop du couvert des forêts et des mines de Batère, de Vernet, de Fillols ou d'Escaro, où il se trouvera toujours un ouvrier, un camarade, pour leur fournir aide et soutien, ainsi que la précieuse dynamite ; cet explosif, nerf de la guérilla et des sabotages, mais aussi ingrédient principal des fameuses *bombas de mano* (grenades à main), employées notamment par les compagnons de René Horte, l'instituteur résistant de Valmanya⁵. L'auteur Ramon Gual estime « leurs effectifs à la Libération à 250 hommes environ » dans le seul département des Pyrénées-Orientales⁶.

Pour autant, et bien que fédérés, ces résistants espagnol de l'exil – on s'en doute – ne sont pas un. Ils ne constituent pas une entité homogène en dépit de l'aspect monolithique que leur prête la légende ; à la rigueur, dans les maquis, lorsqu'ils se rassemblèrent en groupes armés, ils purent être assimilés à des « formations » (au sens militaire du terme). Plus sûrement, les *guerrilleros* étaient la réunion d'hommes de langue et de culture commune, dont les seuls dénominateurs communs restèrent leur engagement politique et leur détermination (exprimés notamment durant le conflit en Espagne),

¹ ADPO : *Journal officiel de l'État français*, numéro du 11 octobre 1940.

² BALENT André, « Contrôler la frontière après la Libération : les FFI des Pyrénées-Orientales à Latour-de-Carol (septembre-octobre 1944) » in le bulletin *Records de l'Aravó*, n° 6, Latour-de-Carol, APPMC, décembre 2009, pp. 7-8. En outre, à propos de cet objectif de renversement du régime franquiste, André Balent ajoute : « dès la fin d'août 1944, l'AGE reçut la nouvelle dénomination de AGRE (*Agrupación de guerrilleros « Reconquista de España »*). » [ou AG-R de E].

³ GUAL Raymond et LARRIEU Jean, *Vichy, l'Occupation [...]*, vol. II b, *op. cit.*, p. 430. L'historienne Émilienne Eychenne, spécialiste de la question, émet un avis critique, et pour le moins extrêmement réservé, quant à l'action des « travailleurs espagnols » en matière de franchissement clandestin de la frontière, les considérant comme de « mauvais » passeurs (EYCHENNE Émilienne, *Les Pyrénées de la liberté ; les évasions par l'Espagne, 1939 – 1945*, Paris, France-Empire, 1983, p. 216).

⁴ GUAL Raymond et LARRIEU Jean, *Vichy, l'Occupation [...]*, vol. II b, *op. cit.*, p. 430.

⁵ La présence de nombreuses exploitations minières, en particulier dans le massif du Canigou, rend compte de la relative abondance de cet explosif et de son utilisation par la résistance armée, dans les attentats ou la fabrication de ces grenades artisanales. Les *guerrilleros* originaires des Asturies – une région minière par excellence – avaient acquis une expérience de l'utilisation de cet explosif lors de l'insurrection ouvrière d'octobre 1934.

⁶ *Id.*

tous étant pareillement animés de la rage d'en découdre avec les « fascistes ». Autant de traits communs qui forgèrent cette identité de *guerrillero*. Se retrouvent dans les rangs des *guerrilleros* des révolutionnaires internationalistes – que l'on me pardonne ici le pléonasme – des militants d'obédience trotskiste ou stalinienne, des anarchistes de diverses tendances, voire des indépendantistes catalans, ce qui n'ira pas sans poser quelques problèmes... Souvenons-nous de la véritable guerre civile dans la guerre civile, à Barcelone en particulier en 1937, et de l'assassinat du chef anarchiste Durruti¹. Les querelles intestines s'étaient transportées avec l'exil jusque dans les camps d'internement français, déjà dans les « camps des plages » ; au Vernet d'Ariège ensuite, où furent notamment internés les combattants de la fameuse *Columna Durruti* devenue la 26^e division de l'Armée populaire, de graves incidents survinrent entre anciens combattants internationalistes. L'occupation allemande de la France scella, le temps des maquis et de la lutte armée contre l'envahisseur nazi, un *statu quo* entre ces hommes de caractère et de convictions. Pour autant, au Canigou comme ailleurs, il y aura des divergences à l'origine de tensions. Des *guerrilleros* marxistes, anarchistes, ou staliniens, « frères ennemis » fédérés par l'action résistante, arrivent à faire cause commune, mais ne manquent pas, à l'occasion, de se reconstituer en factions rivales. Après la Libération, des « règlements de comptes » – des purges ? – auront lieu : dans les Pyrénées-Orientales, des corps retrouvés çà et là, résultant d'une exécution sommaire, attestent de ces querelles²...

Personnage indissociable de l'histoire des *guerrilleros* dans le département des Pyrénées-Orientales, et tout particulièrement en Conflent, l'action de Vicente Arbiol Beltran mérite d'être rapportée ici, tant elle éclaire le parcours de ces résistants de nationalité espagnole. Catalan (valencien), né le 23 juillet 1917 à Sòller, sur l'île de Majorque, Vicente (Vincent) Arbiol s'exile en France en 1939, poussé par l'avance franquiste. Dès lors, il connaît le sort commun à la plupart des réfugiés espagnols, d'abord interné, puis « travailleur étranger ». Cet homme engagé, comptable de profession, élit domicile au cœur du Conflent, à Sirach, et adhère à l'*Unión nacional española* dès l'année 1942. Membre fondateur du premier comité départemental de l'*UNE*, Vicente Arbiol, alias « Ulysse », en sera également le secrétaire jusqu'au mois de février 1943. Ensuite, et jusqu'à ce qu'il gagne le maquis le 1^{er} août 1943, Vincent Arbiol occupe les fonctions de délégué « *comarcal de la UNE* » à Prades, autrement dit, de responsable pour le secteur du Conflent. Âgé de 26 ans, le résistant intègre, comme *guerrillero*, le maquis de Sirach (secteurs de Sirach et du col de la Galline) commandé par Jesús Rodríguez « *Asturias* » ; il demeure au maquis jusqu'au 19 août 1944³. Parcours exemplaire d'un militant communiste espagnol réfugié en France, au cours de la Seconde Guerre mondiale, Vicente Arbiol aura effectué à la fois un travail de liaison (dont la distribution de « *propagande clandestine* ») et politique (organisation de l'*UNE* dans le département), ainsi qu'une activité « *militaire* » au sein du maquis⁴. Durant cette période où il est *guerrillero*, Vicente Arbiol effectue des passages clandestins de la frontière franco-espagnole (personnes et courriers), participe à la réception d'un parachutage de containers au *pla* de Vallensó (sur les hauteurs de Llugols, commune de Ria) et au transport des armes (en vue de leur remise à d'autres combattants espagnols). Décédé le 4 septembre 2005, Vicente Arbiol fut le président de l'Union départementale des *guerrilleros*, FFI et résistants espagnols des Pyrénées-Orientales. L'homme a laissé plusieurs témoignages de son activité dans la Résistance.

Christian XANCHO

*

¹ Assassinat perpétré peu après que Durruti (*FAI – CNT*) ait exhorté tous les combattants internationalistes à faire cause commune...

² Au nombre des victimes des « règlements de comptes » figurent probablement aussi les réfugiés espagnols de 1939 suspectés d'avoir renseigné les services policiers allemands. Au début des années cinquante, la justice s'occupait encore d'élucider ces assassinats, lorsqu'ils étaient connus. C'était un commissaire de Police mobile qui était en charge de ces dossiers ; uniquement des affaires ayant eu lieu après la Libération, entre ressortissants espagnols. Pour ce qui c'était passé durant l'occupation allemande, l'amnistie jouait.

³ Document d'archive privé : fiche de candidature de Vincent Arbiol à l'Association des Maquisards et Résistants catalans, janvier 1947, n° 393.

⁴ *Id.* S'agissant de son activité militaire au sein d'un maquis du 1^{er} août 1943 au 19 août 1944, Vicente Arbiol se verra délivré un « *certificat de services militaires F.F.I.* » par le bureau militaire de la commission départementale de Perpignan.

ROBERT LAFONT (1923-2009), LE PLUS EUROPÉEN DES OCCITANS



Rencontres Volem Viure Al País. Leucate (Aude). 1976. Photo A. Hampartzoumian.

Robert Auguste César Lafont est né à Nîmes le 16 mars 1923 et décédé à Florence, en Italie, le 24 juin 2009. Son œuvre littéraire est immense et polyvalente : il est linguiste, historien de la littérature occitane, historien médiéviste, poète, dramaturge occitan et romancier. Professeur d'université, il a écrit dans plusieurs langues - en français, en occitan, en catalan et en italien - et il n'hésite pas à mêler plusieurs langues d'Europe dans son roman en trois volumes, *La Festa*. Théoricien politique, il a popularisé le concept de « colonialisme intérieur » appliqué aux minorités linguistiques de l'espace français, bretons, occitans, corses, etc... Résistant, homme de gauche, militant syndicaliste, membre de l'Institut d'Estudis Occitans, il a été un animateur des luttes sociales occitanes des années 1962 à 1981. Dans les dernières décennies de sa vie, il milite pour un fédéralisme européen et pour un combat altermondialiste.

Sa famille, de religion protestante, est originaire de la plaine de la Vaunage entre les villes de Sommières et de Nîmes, du côté de la mère, Alice Virginie Noguier, née le 22 octobre 1902, mais lui-même se définit comme « laïque et areligieux¹ ». Enfant, ses parents ayant divorcé, il est gardé par ses grands-parents de Calvisson, dans le département du Gard, entre Nîmes et Montpellier, où il entend parler la langue occitane, « mais naturellement à lui, on parlait français² ». En 1936, son père Raymond Émile, né le 2 février 1902, fonctionnaire des Finances, est muté à Lons-le-Saunier³ en Franche-Comté, pour « surveiller les mouvements des blés et des farines⁴ » et Robert, dans l'exil, retrouve l'occitan, la langue de ses grands-parents, qu'il entend pendant les vacances⁵. Son professeur d'anglais au lycée est le poète limousin Jean Mouzat (1907-1986)⁶. En 1940, l'année de son baccalauréat, comme beaucoup d'occitanistes, il devient maréchaliste : « J'ai eu quelques semaines de ralliement quand Pétain a pris le pouvoir, promis une renaissance des provinces et salué Mistral⁷. » De 1940 à 1943, il est étudiant en lettres classiques à Montpellier⁸. De juillet 1943 à mai 1944, il est

¹ LAFONT, Robert, LAFONT, Robert, *Lettre ouverte aux Français d'un Occitan*, Paris, Albin Michel, 1973, p. 40.

² Information donnée par Felip Martel. Courrier électronique du 6 juin 2011.

³ *Ibidem*.

⁴ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire, à ces cons de Français et ces couillons d'Occitans*, Valence d'Albigeois, Vent Terral, 2005, p. 16.

⁵ Biografia de R. Lafont. Cirdòc. (www.locirdoc.fr). R. Lafont signale Anduze comme le berceau de sa famille. *Lettre ouverte aux Français d'un Occitan*, op. cit., p. 63.

⁶ CLERC, Pierre, *Dictionnaire de biographie héraultaise*, tome 2, Montpellier, Nouvelle presse du Languedoc, 2006, notice sur Robert Lafont.

⁷ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 37.

⁸ CLERC, Pierre, *Dictionnaire de biographie héraultaise*, op. cit.

requis aux chantiers de jeunesse à Mauriac (Cantal) et Lescar (Basses-Pyrénées)¹. Il s'enfuit et rejoint un groupe de résistants dans les Cévennes, la terre de ses ancêtres². En août, il participe à la libération de Nîmes : « Et je me trouvai, ayant senti siffler les balles allemandes et ayant perdu sous elles quelques-uns de mes meilleurs camarades, enveloppé dans le choix de mes proches, résistants gaullistes du Mouvement de libération nationale, sauveurs de juifs et parfois de déserteurs allemands³. » Il obtient un poste dans l'administration pendant quelques mois, au cabinet du préfet-commissaire de la République du Gard, « chargé non sans humour de l'organisation des cérémonies patriotiques⁴ ». Mobilisé dans les Forces françaises d'occupation en Allemagne⁵, il quitte son poste en 1945⁶. Le 3 décembre 1945⁷, il se marie avec Andrée-Paule-Louise Chauchard⁸, professeure de français et originaire d'Anduze (Gard). Ils ont deux enfants, Suzanne et Michel. Ils divorcent le 16 juin 1983⁹. Il se remarie le 10 avril 1985¹⁰ avec Fausta Garavini, une romaniste italienne née le 15 janvier 1938 à Bologne, avec qui il vit en partie à Florence¹¹ pendant ses années de retraite.

Le militant de l'IEO et l'enseignant d'occitan :

Il participe aux activités du félibrige à Nîmes pendant deux ans en 1941 et 1942, avant de fonder en 1942 le mouvement « Joventuts occitanas ». Il publie, sous le titre « Presentacion » dans *Terra d'Oc* n° 40, en avril 1943, un appel à la jeunesse pour l'unité du mouvement occitan et pour des « Federacions futuras di poples »¹². À la Libération, il rejoint le nouvel Institut d'Estudis Occitans. Robert Lafont note le lien entre le mouvement occitaniste qui vient de créer l'IEO le 22 février 1945¹³ et le PCF : « Les nouveaux occitanistes de la Libération sont de formation majoritairement marxiste. Leur pensée s'établit entre un communisme orthodoxe [...] et des tentations trotskistes. Les anciens, qui dirigent l'IEO, sont des alliés culturels, en leurs pays, des communistes. [...] La presse française qui soutient la littérature occitane est une presse communiste : *Le Patriote* à Toulouse, *La Marseillaise* en Provence, *Les Lettres françaises* à Paris¹⁴. » La culture occitane est analysée comme un élément de la culture française. Les idées fédéralistes qu'avait développées le journal de Charles Camproux, *Occitània*, et avant elles celles de Mistral, ne sont plus mentionnées mais jamais reniées selon Robert Lafont¹⁵. Le fédéralisme se retrouve dans le journal *l'Ase negre* qui remplace *Terra d'Oc* dès le mois d'août 1946¹⁶. Robert Lafont en est le directeur et y affirme la nécessité d'un mistralisme moderne et Carles Campros reprend dans le même numéro son plaidoyer du fédéralisme : « Un espoir se fait jour. C'est que les peuples d'Europe aussi bien ceux de l'Occident que ceux de l'Orient, fatigués d'être les victimes du jeu d'échecs des deux grands ne se décident à se fédérer tous seuls¹⁷. » Ce sont aussi les idées de Robert Lafont : « En 1945, je me disais fédéraliste, disciple en cela du Charles Camproux d'avant guerre. Je ne pouvais qu'appeler de mes vœux une Europe réconciliée, pacifique et unie, qui en finirait avec les États carnassiers¹⁸. » Charles Camproux se proposait non seulement de « libérer la France et l'Europe de l'invasion fasciste et nazie [mais de] fédérer les peuples européens pour éviter le retour de nouvelles guerres, libérer la France de l'exploitation capitaliste et fédérer les ouvriers et les paysans, les techniciens et les intellectuels, les commerçants et

¹ *Ibidem*.

² PUIG I MORENO, Gentil, « Homenatge al nostre mestre Robert Lafont. La seva contribució a la sociolingüística », *Lenga e país d'Oc*, CRDP Montpellier, n° 50-51 (à paraître).

³ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 38.

⁴ *Ibidem*.

⁵ MARTEL, Philippe, « Robert Lafont militant : ses premiers textes programmatiques », *Annales de littérature occitane* n° 8, *Robert Lafont, le roman de la langue*, Actes du colloque de Nîmes (12-13 mai 2000), d'Arles (14 mai 2000), Centre d'Étude de la littérature Occitane, Toulouse, 2005, p. 32.

⁶ CLERC, Pierre, *Dictionnaire de biographie héraultaise*, op. cit.

⁷ CIRDOC, fonds Lafont, extrait des registres des Actes de l'état civil de la ville de Nîmes.

⁸ Auteure en 1962 d'une *Anthologie de la poésie occitane, 1900-1960*, aux Éditions français réunis.

⁹ Archives de la ville de Nîmes. Registre d'état civil : acte de naissance de R. Lafont.

¹⁰ CIRDOC, fonds Lafont, acte du second mariage, mairie de Montpellier.

¹¹ Information donnée par Felip Martel. Courrier électronique du 6 juin 2011.

¹² *Terra d'Oc*, n° 40, avril 1943.

¹³ *Terra d'Oc*, n° 65-66, mai-juin 1945. « Actes occitanistas ».

¹⁴ LAFONT, Robert, *La Revendication occitane*, Paris, Flammarion, 1974, 323 p., p. 256.

¹⁵ LAFONT, Robert, *La Revendication occitane*, op. cit., p. 256.

¹⁶ *L'Ase negre*, n° 1, août de 1946, (ancienament *Occitània*), organ occitanista mesadier.

¹⁷ *L'Ase Negre*, n° 5, décembre 1946.

¹⁸ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 49-50.

les artisans pour qu'ils gèrent ensemble la production dans l'intérêt du peuple¹. » Il envisageait une structure politique fédéraliste, à la fois « par branches d'activité et sur le plan communal, départemental, régional et national² ». Très vite, Robert Lafont prend ses distances avec ce fédéralisme trop marqué par Proudhon et qui ne parle pas de détruire le capitalisme³.

Reçu à l'agrégation de lettres classiques, Robert Lafont exerce en 1949 à Bédarieux, à Sète, puis à Arles et ensuite à Nîmes où il enseigne, le français, le latin et le grec jusqu'en 1964. Il est dans ces années membre de la section SNES du lycée⁴. Dès 1951, il a rejoint Charles Camproux à l'Université de Montpellier pour enseigner l'occitan⁵ et il obtient un poste à temps complet en 1964. Sa thèse, *La Phrase occitane*, a été publiée en 1967 mais elle est antérieure à son entrée définitive à l'Université. En 1972, il est titulaire de la chaire Langue et Littérature occitane à l'université Paul Valéry-Montpellier III de Montpellier⁶. Sa thèse complémentaire porte sur le baroque occitan. Il prend sa retraite en 1988. Pendant son enseignement à l'Université, il est syndiqué au SNESup⁷. En 1950, Robert Lafont prend la direction de l'IEO avec l'appui de Girard et de Castan⁸ et succède à Max Rouquette. Dans un rapport secret à l'IEO, il dénonce le nationalisme occitan : « Il est un élément de mort à l'intérieur de l'IEO, une idée qui pourrait intérieurement notre occitanisme comme elle a pourri le Félibrige : c'est notre nationalisme occitan⁹. » Il reste secrétaire général de l'IEO jusqu'en 1959, puis en devient le président jusqu'en 1962¹⁰. Il est à la tête de l'Institut quand la première loi favorable à l'enseignement des langues minoritaires, la loi Deixonne, loi 51-46 du 11 janvier 1951 présentée par Maurice Deixonne député du Tarn, est votée grâce aux députés communistes mais aussi préparée par un résistant déporté, de tradition droitier, Pierre-Louis Berthaud. « Insuffisante, sans doute, elle ouvrait néanmoins une brèche dans la forteresse scolaire des premier et second degrés¹¹. » Lafont participe, entre 1948 et le vote, à la pression militante pour obtenir la loi. Il contribue ensuite à la mise en place des premiers enseignements. En 1960, il collabore à la création du Conseil national des langues et cultures régionales¹². Il rejoint en cela les militants bretons de la revue *Ar Falz* : « Pendant vingt ans le combat d'Armand Kéravel s'est confondu avec le mien¹³. » Tous les deux vont faire pression pendant des années sur les responsables du ministère de l'Éducation nationale pour l'enseignement des langues régionales. Ils incitent aussi les élus à présenter des projets de loi sur les langues régionales¹⁴.

Le penseur politique du colonialisme intérieur :

Dès 1951, dans ses courriers à Robert Lafont, René Nelli montre des oppositions au PCF dans l'IEO. Lafont situe la rupture entre les « culturalistes » proches des communistes et les « politiques » à la fin 1954 : « Car je ne pouvais croire à l'avenir d'une culture suspendue à elle-même, ignorante de la vie concrète des hommes. En quoi, je commençais à diverger de Castan, tenant d'un culturalisme qu'il ne devait jamais abandonner et farouchement convaincu que l'Occitanie était calée sur la France, immergée dans le "marché national" et n'en démarrerait jamais¹⁵. » En janvier 1954, dans les *Annales de l'IEO*, il propose aux militants de se pencher sur la question économique et le développement régional. « Si les écrivains d'oc savent accompagner le développement des régions occitanes, et en

¹ MICHEL, H., MIRKINE-GUETZEVITCH, B., *Les Idées politiques et sociales de la Résistance*, Paris, 1954, pp. 120, 142, 164, 181, 189, 196, 375.

² ARMENGAUD, André, LAFONT, Robert, (dir.) *Histoire d'Occitanie*, Paris, Hachette-IEO, 1979, 950 p. DELPLA, Claude, « L'évolution politique », pp. 851-882, p. 868.

³ LAFONT, Robert, *Lettre ouverte aux Français d'un Occitan*, op. cit., p. 205.

⁴ Information donnée par Raymond Huard, son collègue au lycée. Courrier électronique du 6 juin 2011.

⁵ Biografia de R. Lafont. Cirdòc. (www.locirdoc.fr).

⁶ CLERC, Pierre, *Dictionnaire de biographie héraultaise*, op. cit.

⁷ Information donnée par Felip Martel. Courrier électronique du 6 juin 2011.

⁸ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 86.

⁹ Cité par MARTEL, Philippe, « Robert Lafont militant : ses premiers textes programmatiques », *Annales de littérature occitane* n° 8, Robert Lafont, op. cit., p. 35.

¹⁰ CLERC, Pierre, *Dictionnaire de biographie héraultaise*, op. cit.

¹¹ ALCOUFFE, Alain, LAGARDE, Pierre, LAFONT, Robert, *Pour l'Occitanie*, Toulouse, Privat, 1979, p. 98.

¹² Biografia de R. Lafont. Cirdòc. (www.locirdoc.fr).

¹³ Robert, *Lettre ouverte aux Français d'un Occitan*, op. cit., p. 130.

¹⁴ PUIG I MORENO, Gentil, « Homenatge al nostre mestre Robert Lafont. La seva contribució a la sociolin-güística », *Lenga e país d'Oc*, op. cit.

¹⁵ LAFONT, Robert, *Vingt Lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 88.

faire le sujet de leur écriture, la culture d'oc peut enfin se trouver en prise sur la modernité, et sur la société occitane¹. » Il rejette aussi le nationalisme de François Fontan, le créateur du Parti nationaliste occitan². Il se situe politiquement à gauche : « On était bien d'accord politiquement : de gauche et prenant le gaullisme pour cible³. » Dès le début, il s'oppose à de Gaulle : « Ma défiance au gaullisme datait du coup d'arrêt porté, à Toulouse en particulier, par le Général chef de l'État à la démocratie socialiste sortie des maquis⁴. » Il est d'une gauche qui se veut anticolonialiste et antijacobine. Petit-fils d'un pied-noir dont les ancêtres occitans d'Arrière ont émigré au XIX^e siècle⁵, dans un de ses ouvrages il parle de ses « sympathies pour la Révolution algérienne⁶ ».

Comme l'ont fait les régionalistes bretons dès 1950 avec le CELIB (Centre d'étude et de liaison des intérêts bretons), l'IEO évolue vers une prise en charge des combats économiques à la suite des grèves des mineurs de Decazeville-La Sala⁷ et au mouvement de soutien qu'elle génère en Occitanie. « C'est de La Sala que va partir le terme de "colonisés de l'intérieur", lancé dans la presse par Serge Malet, repris par les occitanistes et par le mouvement breton⁸. » Robert Lafont fait allusion à un article de Serge Mallet dans l'hebdomadaire *France Observateur* du 11 janvier 1962, réalisé en partie par des membres du PSU : sous le titre « La révolte des colonisés de l'intérieur », le problème de Decazeville et de l'ensemble du « désert français » était analysé. « Il se terminait par ces phrases qui conservent toute leur actualité : "Ne nous faisons pas d'illusions : pour inverser le courant amorcé depuis les débuts du capitalisme industriel, il faut également s'attaquer au centralisme politique. La décentralisation des pôles de développement économique ne se fera que parallèlement à la décentralisation des centres de direction politique. De Richelieu à De Gaulle, de Robespierre à Mollet et Thorez, il existe une constante de la concentration du pouvoir qui est véritablement une solide tradition nationale. C'est cet archaïsme qui fait de nos provinces un objet de musée⁹." » Il rêve d'« une communauté bâtie sur l'égalité des droits entre les cultures, l'autonomie démocratique des régions, la distribution des chances sur le territoire¹⁰ ». Il est à la fois « pour l'autonomie régionale et pour l'abolition du système capitaliste¹¹ ». À la suite de la grève, Robert Lafont et une partie de l'IEO créent, à la mairie de Narbonne, « sous le buste de Ferroul, le maire socialiste de 1907¹² », le Comité occitan d'études et d'action (COEA¹³) « qui se propose d'insérer la pensée occitaniste dans la lutte politique concrète à partir d'une analyse de la lutte des classes en Occitanie et dans l'hexagone¹⁴. » Le COEA s'intègre dans la rénovation de la gauche française et il établit des contacts avec les militants bretons et corses. En avril 1964, il participe à la création de la Convention des institutions

¹ MARTEL, Philippe, « Robert Lafont militant : ses premiers textes programmatiques », *Annales de littérature occitane* n° 8, Robert Lafont, op. cit., p. 38.

² « François Fontan, une synthèse entre Maurras et Marx. » *Les Temps modernes, Minorités nationales en France*, août-septembre 1973, n° 324-325-326. BAZALGUES, Gaston, « Les organisations occitanes », pp. 140-162, p. 146. Gaston Bazalgues aurait pu y inclure W. Reich. François Fontan est né en 1929 et mort en 1979. Occitan de Gascogne, linguiste de formation, son évolution politique est assez étonnante : monarchiste dans sa jeunesse, il adhère aux idées anarchistes avant de rejoindre les trotskistes et de côtoyer le PCF à Nice. Comme Nelli, il adhère à la Nouvelle gauche par anticolonialisme. Inquiété par la justice française pour son aide au FLN, il s'établit dans les vallées occitanes d'Italie où il fonde un mouvement politique. Sa découverte de l'occitan au contact de Père Bèc et son éclectisme politique l'amènent à concevoir sa pensée autour de l'idée d'ethnisme : chaque langue définit un peuple qui doit se libérer et fonder un état. En 1959, il fonde le Parti nationaliste occitan

³ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 89.

⁴ LAFONT, Robert, *Lettre ouverte aux Français d'un Occitan*, op. cit., p. 182.

⁵ Information donnée par Felip Martel. Courrier électronique du 6 juin 2011.

⁶ LAFONT, Robert, *Lettre ouverte aux Français d'un Occitan*, op. cit., p. 45.

⁷ La grève des mineurs de Decazeville se déroule de décembre 1961 à février 1962 à la suite des licenciements de mineurs par les Charbonnages de France. *La Dépêche* du 21 février 1962 : après 64 jours de grève, les mineurs de Decazeville ont quitté le fond.

⁸ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 70.

⁹ ALCOUFFE, Alain, LAGARDE, Pierre, LAFONT, Robert, *Pour l'Occitanie*, Toulouse, Privat, 1979, 215 p., p. 137.

¹⁰ LAFONT, Robert, *Lettre ouverte aux Français d'un Occitan*, op. cit., p. 170.

¹¹ LAFONT, Robert, *Lettre ouverte aux Français d'un Occitan*, op. cit., p. 172.

¹² LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 71.

¹³ Le COEA, « club de pensée et groupe de pression », est fondé le 4 février 1962 à Narbonne. Il fait le choix du social avant le nationalisme et développe le concept essentiel du colonialisme intérieur. « Au XX^e siècle, le social ne peut être ignoré. Il s'ensuit que le nationalisme doit aujourd'hui passer au filtre d'une phraséologie socialisante. » Sa visée est « socialiste révolutionnaire ». Propositions du COEA, *Bulletin d'information du COEA*, 1^{er} décembre 1963, p. 152.

¹⁴ *Histoire d'Occitanie*, sous la direction d'André Armengaud et Robert Lafont, Paris, Hachette, Institut d'Études Occitanes, 1979, 950 p., DELPLA, Claude, « L'évolution politique », pp. 851-882, p. 882.

républicaines¹ avec Hernu, un ancien du PSU et Mitterrand. Robert Lafont savoure ce qu'il considère comme une victoire : « Je me souviens qu'en sortant du palais d'Orsay, dans le crépuscule, à cinq nous éclatâmes de rire. Nous venions de faire inscrire le colonialisme intérieur dans la motion finale et de faire adopter la décentralisation de l'État par la gauche qui montait au créneau. Jamais l'occitanisme n'avait eu en France une telle victoire². » La revue *Viure*, fondée en 1962 par Lafont, une émanation du COEA, est « un foyer important de réflexion. Sur son expérience en cours, éclata, premier événement, le colloque de Grenoble. Rocard présenta son rapport "Décoloniser la Province". Je publiais à Paris *La Révolution régionaliste*, puis *Sur la France*, travaillais un moment pour Mendès France. [...] Puis ce fut la révolution de mai. L'apogée de notre présence publique³. » Ses livres sur la régionalisation nécessaire (*La Révolution régionaliste* de 1967, *L'Autonomie, de la Région à l'Autogestion* de 1976, *Sur la France*, 1968, *Décoloniser en France*, 1971 et *La Revendication Occitane*, 1974) sont lus et appréciés par les dirigeants socialistes, Pierre Mendès-France, Michel Rocard, Gaston Deferre ou François Mitterrand⁴. Mais R. Lafont est sans illusion : « Je m'adresse aussi aux socialistes. Je partage avec eux des analyses et des actes. Mais notre dialogue souvent est difficile. [...] Le projet socialiste occitan n'est pas isolable d'une révolution régionaliste qui déborde l'Occitanie⁵. » Il se méfie d'une prise de pouvoir socialiste sans conscience régionaliste : « Un pouvoir socialiste installé directement à Paris [...] trouverait à son service l'admirable outil de domination de l'État centralisé autoritaire⁶. »

Le militant politique dans les luttes sociales :

Après 1968, *Viure* va être le lieu d'expression de la radicalisation du mouvement occitaniste. Le 20 mars 1971, Lafont dans un courrier à Nelli, met en avant la liberté des rédacteurs de *Viure* : « Le problème à *Viure* est celui de la liberté de plume. Elle est totale. [...] Mais je peux, placé comme je le suis, vous avertir de cette vague qui monte avec les nouvelles générations. Elle n'est pas cléricale (Bazalgues et Gardy sont également bouffe-curés). Elle est une des formes d'un engagement très farouche qu'on ne connaissait pas il y a quelques années⁷. »

Robert Lafont est l'animateur infatigable de ses années, les vingt glorieuses du mouvement occitan, selon ses termes. Il essaye de peser sur les forces de gauche, un temps unies dans « le Programme commun⁸ ». Dès 1968, les Comités d'action occitane débordent le COEA. En 1971, le COEA est dissout et laisse la place à Lutte occitane. Aux intellectuels occitanistes se joignent des syndicalistes agricoles des Comités d'action viticole et des Paysans travailleurs. C'est un mouvement pan-occitan présent sur l'ensemble des régions avec plusieurs centaines de militants et un journal *Lutte Occitane*. Le mouvement s'inscrit dans la gauche française et participe aux luttes sociales. Ainsi, avec Lutte occitane, Lafont rejoint dès 1971 le combat des paysans du Larzac contre l'extension du camp militaire, participant aux manifestations de 1973 et 1974. En 1981, il soutient les revendications des mineurs des Cévennes contre la fermeture du puits de Ladrecht et participe aux combats des viticulteurs languedociens. Dès 1976, il joue un rôle essentiel dans cette lutte rejointe par les syndicats ouvriers et enseignants. En 1978, il anime les états généraux du peuple pour « Vivre, travailler et décider au pays ». Il est un des initiateurs avec Jean-Pierre Chabrol et Emmanuel Maffre-Baugé du manifeste du 27 octobre 1978, « Mon Pais escortat », manifeste soutenu par le PCF et la CGT⁹.

¹ D'autres régionalistes participent à la création : le Club des Bonnets rouges de Bretagne et le Centre d'études régionales corse. Le COEA quitte la convention en 1967, lorsqu'adhérant à la FGDS, la CIR parachute des notables en Occitanie (Dayan, Brousse).

² LAFONT, Robert, *Vingt Lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 89.

³ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 90.

⁴ PUIG I MORENO, Gentil, « Homenatge al nostre mestre Robert Lafont. La seva contribució a la sociolingüística », *Lenga e país d'Oc*, op. cit.

⁵ LAFONT, Robert, *Lettre ouverte aux Français d'un Occitan*, op. cit., p. 193.

⁶ LAFONT, Robert, *Lettre ouverte aux Français d'un Occitan*, op. cit., p. 196.

⁷ Archives Départementales de l'Aude (ADA). Fonds René Nelli. 10 JJ 21 : correspondance de Robert Lafont à René Nelli. Courrier du 20 mars 1971.

⁸ PUIG I MORENO, Gentil, « Homenatge al nostre mestre Robert Lafont. La seva contribució a la sociolingüística », *Lenga e país d'Oc*, op. cit.

⁹ ALCOUFFE, Alain, LAGARDE, Pierre, LAFONT, Robert, *Pour l'Occitanie*, op. cit., p. 204.

Cette action politique semble lui peser. À Nelli qui lui a demandé « de ramener les jeunes à la raison, avant qu'ils ne [le] "jettent par-dessus bord", eux [qu'il a] "déchaînés" », dans une lettre du 8 février 1972, Robert Lafont écrit : « À un certain moment de ma vie (1962), j'ai cru de mon devoir d'avancer des analyses et des idées sur l'histoire de l'Occitanie, sur son économie, sur sa colonisation. [...] J'ai sur cette base, quelques années assuré le secrétariat général du COEA, jusqu'à ce que les engagements prennent un aspect politique violent. Je redeviens un simple ouvrier ou militant. Je ne suis ni Lénine, ni Ferhat Abbas, ni Boumediene ; je me retrouve en mon lieu de toujours : écrivain d'oc¹. » La rupture se fait aussi à l'intérieur de *Viure*, en particulier avec les frères Rouquette : « Mai 1968 les avait enflammés. C'étaient des nationalistes exaltés comme n'en avait pas enfanté le PNO, trop théoricien pour cela. Ils étaient devenus tiers-mondistes et ne pouvaient souffrir l'adjectif "intérieur" mis à colonialisme². » En décembre 1974, dans un échange de courrier avec Nelli il revient sur les attentats occitanistes qu'il réprovoque : « Pour ce qui est du désaveu des actes violents, il est d'actualité. Je le renouvelle à la demande du contradicteur, du journaliste. [...] Par contre n'importe qui peut compromettre ce mouvement et ouvrir contre lui une phase de répression... Soyons tous très mesurés, très prudents ! Nous savons bien qu'il y a deux types d'individus qui agissent pour compromettre le mouvement. D'un côté les restes de la diaspora gauchiste romantique qui trouve une patrie de violence en exutoire au malaise du temps. De l'autre des gens d'extrême-droite, manipulés sans doute : ce sont les plus dangereux³. »

En 1974, la candidature de Robert Lafont à la présidence de la République est rejetée par le Conseil constitutionnel, officiellement des signatures d'élus n'étant pas valides, il n'atteint pas le nombre requis. « Gaston Monerville me fit dire que personne n'avait vérifié. Je tentais de réagir. Inutile : le Conseil constitutionnel est à lui-même sa juridiction d'appel. Roger Frey, son président, m'avait eu : il paraît que je troublai le jeu du premier tour⁴. » Robert Lafont appelle à voter pour le candidat de la gauche, François Mitterrand, ce qu'une partie des occitanistes apprécient peu. Lafont est marginalisé dans les mouvements qu'il a contribué à créer : en 1980, il est mis en minorité au congrès d'Aurillac et il quitte l'IEO l'année suivante. « Comme le Félibrige autour de 1876, en 1980, l'IEO avait vécu⁵. » Les comités « Volem Viure al País », soutiens de sa candidature, se transforment en mouvement que Robert Lafont qualifie de « national-populiste⁶ ». La dernière mutation à laquelle adhère Robert Lafont est la création du « Partit Occitan » en 1987 où se regroupent les militants de « Volem viure al país » et de « País Nòstre ». Ce parti appartient à la fédération Régions et Peuples solidaires, un des alliés d'Europe Écologie Les Verts.

En 1981, il accueille la victoire du candidat de gauche avec « un souffle d'espérance⁷ ». Mitterrand l'invite à l'Élysée. Mais l'espoir dure peu. « Je devais très vite voir à l'œuvre les termites de la rue de Grenelle, rognant ce qui nous avait été promis. [...] Defferre était certainement le ministre le plus mal choisi pour penser la régionalisation⁸. » Robert Lafont rejoint les déçus de la gauche en juillet 1983 : « Comme certains vrais socialistes de mes amis, j'avais l'impression d'avoir été roulé⁹. » La 95^e proposition du candidat a été enterrée : elle promettait un avenir digne pour les langues minoritaires. Il reste quelques timides avancées. La loi Savary de 1984 consolide l'enseignement des langues régionales et en 1982, Henri Giordan, à la demande du ministère de la culture rédige *Le Livre blanc des langues de France*¹⁰.

La vision élargie de son fédéralisme :

¹ ADA. Fonds René Nelli. 10 JJ 21 : correspondance de Robert Lafont à René Nelli. Courrier du 27 novembre 1972.

² LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 92.

³ ADA. Fonds René Nelli. 10 JJ 21 : correspondance de Robert Lafont à René Nelli. Courrier du 26 décembre 1974.

⁴ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 93.

⁵ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 94.

⁶ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 93.

⁷ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 101.

⁸ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 101.

⁹ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 103.

¹⁰ PUIG I MORENO, Gentil, « Homenatge al nostre mestre Robert Lafont. La seva contribució a la sociolingüística », *Lenga e país d'Oc*, op. cit.

Il reste profondément fédéraliste européen : « Il faut faire l'Europe sur de nouvelles bases. [...] L'Europe des régions et des interrégions. Cela suppose que les États s'étiolent et que les entités où se croisent la logique des espaces et l'originalité des cultures s'émancipent. Que la carte européenne soit enfin vraie¹. » Depuis l'Eurocongrès des espaces occitans et catalans, ouvert le 26 mai 2001, dans lequel il s'est fortement impliqué du côté occitan, il considère que l'avenir de l'Occitanie ne peut se faire qu'aux côtés des Pays Catalans : « Je suis pour que les régions occitanes, rassemblées et redessinées, jouissent d'une décision d'autogouvernement dans la confédération européenne, qu'elles se réapproprient leur histoire et leur culture, et qu'elles le fassent de concert avec les pays catalans². » Il est président de la section occitane du CAOC (Cercle d'Afraitement Occitano-Catalan) entre 1981 et 1986. Dans les années 2000, il fonde son espoir sur l'altermondialisme : « Le seul espoir est à placer dans la révolte biologique qui devient civique, je veux dire dans l'alter-mondialisme, le pendant-vie de la globalisation-apocalypse, la seule résistance de niveau avec elle³. » En 2003, au Larzac, il participe à la création du mouvement « Gardarem la Terra », mouvement altermondialiste écologique et occitan. Il en rédige le manifeste. Il dit de José Bové qu'« il est en accord avec lui, en partie sinon en tout. Ce n'est pas un vrai Larzacien, mais il est directement sorti du Larzac. Il a compris que là naissait un mouvement d'importance séculaire et planétaire⁴ ».

Conclusion :

Robert Lafont est un homme de plus de « trois vies⁵ » : universitaire de renom international pour ses travaux de sociolinguistique occitane⁶, il est un écrivain prolifique (Gentil Puig i Moreno estime qu'il a publié une centaine de livres et un millier d'articles⁷ et il a fondé de nombreuses revues : *Viure, Obradors, Dire, Lengas, Cahiers de praxématique, Amiras/Repères occitans, la Revista occitana*⁸) et enfin un penseur et un militant politique de gauche. Il est l'incarnation pendant près d'un demi-siècle du mouvement culturel et politique occitan. « L'idée est peuple ; un peuple est ici. Je suis de ce peuple et j'aime mon pays⁹. » Toute sa vie, il a cherché à faire partager autour de lui cette conscience occitane qu'il avait eu à l'âge de seize ans. Démocrate et humaniste, il rêvait d'un futur dans lequel les peuples minorisés cesseraient d'avoir honte d'eux-mêmes. Il ne se limite pas à son pays : il pense espace européen et espace méditerranéen, y compris dans ses travaux universitaires. Au-delà d'Occitanie et des Pays Catalans, au-delà même de l'Europe, il saisit que les enjeux sont à la dimension de la Terre et il rêve d'une gouvernance démocratique fédérale mondiale contre les égoïsmes des États-nations¹⁰.

Prix et décorations : Grand prix des Lettres occitanes en 1951, prix Théodore Aubanel pour son théâtre en 1959, prix international Ossian en 1976, officier des Arts et Lettres, officier des palmes académiques, creu de Sant Jordi de la *Generalitat de Catalunya*, docteur *honoris causa* de l'université de Wien¹¹.

Œuvres (choix partiel) :

Poésie

- *Paraulas au vièlh silenci* (IEO, 1946).
- *Dire* (IEO, 1957).
- *La loba* (1959).

¹ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 144.

² LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 145.

³ LAFONT, Robert, *Vingt lettres sur l'histoire*, op. cit., p. 142.

⁴ « Conversation » avec BONAFÉ Marie-Hélène, *Auteurs en scène*, « Robert Lafont, un impossible théâtre », Montpellier, mai 2003, n° 5, p. 11.

⁵ Référence à une chanson de Marti : « Me caldrá tres vidas »

⁶ Il est à l'origine de la création de la revue *Lengas* en 1977.

⁷ PUIG I MORENO, Gentil, « Homenatge al nostre mestre Robert Lafont. La seva contribució a la sociolingüística », *Lenga e país d'Oc*, op. cit.

⁸ CLERC, Pierre, *Dictionnaire de biographie héraultaise*, op. cit.

⁹ LAFONT, Robert, *Lettre ouverte aux Français d'un Occitan*, op. cit., p. 17.

¹⁰ ESCAFIT, Joan-Lois, « Robèrt Lafont : una cara bèla, occitana e europenca, del sègle XX^{en} », (www.eoe-oc.org).

¹¹ CLERC, Pierre, *Dictionnaire de biographie héraultaise*, op. cit.

- *Poèma a l'estrangièra* (1960).
- *Pausa Cerdana* (Action poétique, 1962).
- *L'Ora* (Oc, 1963).
- *Aire Liure* (P. J. Oswald, 1974).
- *Lausa per un solèu mòrt e reviuat* (1984),
- *La gacha a la cistèrna / Le guetteur à la citerne* (Jorn, 1998).
- *Cosmographia monspessulanensis* (Jorn, 2000).

Romans

- *Vida de Joan Larsinhac*, (IEO, 1951, rééd. 1979).
- *Lei Camins de la Saba* (IEO, 1965, rééd. 1979).
- *Lei maires d'anguilas* (IEO, 1966, rééd. 1979).

Te tu te ieu, rééd., 1979

- *L'Icòna dins l'Iscla* (IEO, 1971, rééd.1979).
- *Lo Sant Pelau* (Cap e cap, 1972).
- *Tua culpa* (IEO, 1974).
- *La Primièra persona* (Fédérop, 1978).
- *Nani Monsur* (Vent Terral, 1979).
- *Lo Decameronet* (Vent Terral, 1983).
- *La Festa* (Fédérop, 1983-86), formé de *Lo Cavalier de Març*, *Lo Libre de Joan et Finisegle*.
- *L'enclaus* (IEO, 1992).
- *Contes libertins e faulas amorosas* (Editorial Trabucaire, 2000).
- *L'eròti talhat* (Editorial Trabucaire, 2001).

Théâtre

- *Lo Pescar de la Sèpia* (IEO, 1958).
- *La Loba* (Aubanel, 1959).
- *La Bourride du Comte* (U.F.O.L.E.A., 1966).
- *Ramon VII* (Lo Libre Occitan, 1967).
- *La Nuech deis Enganats, in Cinc Peçòtas* (IEO, 1967).
- *Los Ventres-Negres* (IEO, 1967).
- *Teatre claus* (IEO, 1969).
- *Dòm Esquichòte* (IEO, 1973).
- *Lei cascavèus* (Centre dramatique occitan, 1977).
- *La Croisade* (Edisud, 1983).

Essais en occitan

- *Temp tres* (Editorial Trabucaire, 1991).
- *Petita istòria europèa d'Occitània* (Editorial Trabucaire, 2003).

Essais en français

- *La Révolution régionaliste* (Gallimard, 1967).
- *Sur la France* (Gallimard, 1968).
- *Décoloniser en France* (Gallimard, 1971).
- *Nous, Peuple Européen* (Éditions Kimé, 1991).
- *La Nation, l'État, les Régions* (Berg international, 1993).

- *Prémices de l'Europe. VI^e siècle-XIII^e siècle siècles* (Éditions Sulliver, 2007).
- *L'État et la langue. Europe/Antiquité, XVII^e siècle siècle* (Éditions Sulliver, 2008).

Travaux universitaires

- *Anthologie de la jeune poésie occitane* (avec Bernard Lesfargues), (Le Triton Bleu, 1946).
- *Mistral ou l'illusion*, (Plon, 1954 ; rééd. Energues, Vent Terral, 1980).
- *Nouvelle Histoire de la littérature occitane* (avec Christian Anatole), (PUF, 1970-1971).
- *Trobar, soixante chansons des troubadours*, (Montpellier, C.E.O., 1972).
- *Anthologie des Baroques occitans*, (Aubanel, 1974).
- *Trobar, I. L'Explosion*, (Bayonne, Atlantica, 2005).
- *Phonétique et graphie du provençal*, (IEO, 1952).
- *La Phrase occitane. Essai d'analyse systématique*, (Paris, P.U.F., 1967).
- *Éléments de phonétique occitane*, (Vent Terral, 1983 : rééd. 2005).
- *Quarante ans de sociolinguistique à la périphérie*, (l'Harmattan, 1997).
- *L'Être de langage*, (Limoges, Lambert-Lucas, 2004).

Miquèl RUQUET

*

À NOTER, dans des ouvrages collectifs, des contributions de nos adhérents, relatives à l'histoire politique et sociale du Languedoc-Roussillon:

Tudi KERNALEGENN, François PRIGENT, Gilles RICHARD, Jacqueline SAINCLIVIER (dir.), *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950 – années 1980)* ; Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 373 p.

– Olivier DEDIEU et Fabien NICOLAS, « L'émergence d'une « gauche capacitaire » dans l'Hérault ? Le PSU face à l'hégémonie des partis de gauche entre rupture et adaptation (1960-1971) », pp. 189-204.

Bruno BENOÎT, Christian CHEVANDIER, Gilles MORIN, Gilles RICHARD, Gilles VERGNON (dir.), *À chacun son mai ? Le tour de France de mai-juin 1968*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 398 p.

– Pierre SCHILL, « Mai-juin 1968 et les « Gueules noires ». La mobilisation dans l'Hérault et les Cévennes, le mouvement national et l'identité minière », pp. 201-217.

Cristina BADOSA, Domènec BERNARDO (éd.), *Estudis literaris (nord) catalans, n°3 d'Aïnes noves, estudis culturals catalans*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2011, 151 p.

– André BALENT, « Antoni Cayrol [Jordi Pere Cerdà], una aproximació biogràfica », pp. 71-81.

*

INTERNET DE L'ASSOCIATION MAITRON LANGUEDOC-ROUSSILLON

L'association Maitron Languedoc-Roussillon a un site :

<http://www.histoire-contemporaine-languedoc-roussillon.fr/>